

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Université A/Mira de Bejaïa

**Faculté des Sciences Economiques,
Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Économiques**



MÉMOIRE DE FIN DE CYCLE

Pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences Économiques.

Option : Economie Monétaire Et Bancaire.

Thème

**Essaie d'analyse de l'impact de la croissance
économique sur la dette publique**

Présenté par:

Lyna BOUZERZOUR

Lydia SAADA

Encadreur Mr. Lyes GHANEM

Promotion : 2020/2021

Sommaire

Page de garde	I
Remerciements	II
Dédicaces.....	III
Liste des abréviations	V
Introduction générale.....	1
Chapitre 01 : Généralités sur la croissance économique	4
1 Définition de la croissance économique	4
2 Les types de croissance économique	4
3 Mesure et facteurs de la croissance économique :.....	5
4 Les théories de la croissance	9
Conclusion	13
Chapitre 02 : La politique budgétaire et la dette publique	15
Section 01 : Notions de base sur la politique budgétaire	15
1 Définition de la politique budgétaire	16
2 Les objectifs de la politique budgétaire	16
3 Les instruments de la politique budgétaire.....	17
4 Les typologies de la politique budgétaire	20
Section 02 : Généralités sur la dette publique	21
1 Définition de la dette publique	21
2 Les raisons de l'endettement public	22
3 Les indicateurs de l'endettement.....	23
4 Gestion de la dette publique et ses fonctions.....	24
5 Risques encourus dans la gestion de la dette publique	27
6 Les modalités de financement des déficits publics	28
Conclusion	30
Chapitre 03 : Aperçu sur l'économie algérienne	32
Section 01 : L'évolution de l'économie algérienne	32
Section 02 : Le rôle du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne.....	36
Conclusion	40
Chapitre 4: L'analyse macroéconomique sur l'impact de la croissance économique sur la dette publique en Algérie.	42
Section 01 : Evolution de l'encours de la dette Algérienne	42
Section 02 : L'évolution de la dette publique et son impact sur les principaux indicateurs économiques	50

Conclusion	53
Conclusion générale	54
Bibliographie.....	56
Liste des figures.....	V
Liste des tableaux.....	V
Table des matières	IV

Remerciements

Nous remercions tout d'abord dieu le tout puissant de nous avoir donné la force et la volonté pour mener à bien ce travail.

Nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance à notre promoteur Mr. GHANEM Lyes, Pour tous ses efforts, pour le soutien qu'il nous a témoigné tout au long de ce travail.

A tous les enseignants du département des sciences économiques pour le savoir, et leurs conseils méthodologiques et leurs encouragements.

Nos profonds remerciements vont également à toutes les personnes qui nous ont aidés et soutenu de près ou de loin principalement nos très chers parents, nos amis, et tous nos camarades.

Dédicaces

Nous dédions ce mémoire, A nos très chers parents qui ont toujours été là pour nous, ont pu créer le climat affectueux et adéquat à la poursuite de nos études et à la réalisation de ce travail.

Aucune dédicace, aucun remerciement ne pourrait présenter un grain de notre reconnaissance encore moins du sentiment d'amour envers vous, prunelles de nos yeux.

A nos frères et nos sœurs,

A nos familles,

Et à nos amis

Introduction générale

La question de la dette publique est depuis longtemps une question économique et politique primordiale, que les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de dénoncer, combattre, gérer, sans jamais réussir à y apporter durablement une réponse. Avec les crises successives des dernières années, le sujet n'a jamais eu autant d'intensité. En effet, les états de la plupart des économies développées ce sont massivement endettées pour venir en aide à leur système bancaire.

L'endettement est une des principales composantes des finances publiques modernes. Il a consisté comme une ressource temporaire mais aussi complexe. En effet, cette variable est étroitement liée au déficit budgétaire. L'endettement est un mécanisme courant dans le développement économique car il permet aux états de financer les investissements publics socialement utiles. La dette publique peut être un moteur de l'économie, mais dans d'autres cas elle peut devenir un obstacle majeur au développement durable.

Nous sommes dans une époque où la préoccupation des états est celle de la croissance économique qui est un facteur objectif du développement d'une nation et il est aussi un indicateur pour évaluer la capacité d'un pays à améliorer le niveau de bien-être de sa population. Le niveau de vie d'un pays dépend de son aptitude à produire des biens et services. La croissance économique est synonyme de production de biens et services, de création d'emplois et de richesses. Elle assure la prospérité économique, sociale et humaine.

La croissance économique reste une préoccupation principale de toutes les économies et les chemins qui y mènent ne sont ni similaires ni transposables d'une économie à une autre.

L'économie de l'Algérie est dépendante des recettes d'hydrocarbure, ce qui justifie sa vulnérabilité face aux fluctuations des prix du pétrole, considérés comme principal facteur source de croissance. L'économie reste toujours dépendante d'une manière forte aux exportations d'hydrocarbures et elle est donc sensible aux pressions exercées sur les cours du pétrole et sur la production pétrolière.

Au cours des années 1980 et 1990, l'Algérie a connu une crise et un dysfonctionnement dans le domaine économique et social, notamment une instabilité des agrégats macroéconomiques et d'importants déséquilibres internes et externes. Cette situation a été suivie par des déséquilibres qui se sont traduits par une montée de l'inflation et par un gonflement de la dette, notamment la dette publique.

La dette publique joue un rôle macroéconomique important. Faute d'une gestion rigoureuse, elle peut conduire à des crises profondes. La dette publique est un levier important à la disposition des gouvernements afin de mobiliser des ressources domestiques et extérieures pour combler les déficits du budget, financer des dépenses publiques, y compris des projets de développement, lutter contre la dépression et le chômage et faire face à des situations d'urgence imprévues et inattendues et non budgétisées. En conséquence, la dette publique a une influence importante sur l'économie à court et à long terme.

La dette publique totale de l'Algérie est en constante hausse du fait de l'explosion de la dette intérieure depuis 2016, résultat direct de la crise budgétaire.

En effet, la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passée de 10,5% du PIB en 2015 à 22,9% en 2016 et 48,6% en 2019. En matière d'endettement interne et externe, l'Algérie n'a jamais eu de stratégie clairement définie du fait de la philosophie passéiste (qui continue de prévaloir) des autorités à compter sur les seules recettes publiques domestiques (fiscalité) et extérieures (rente pétrolière) pour financer les besoins en développement et en fonctionnement immense du pays (qui est en voie de développement).

L'objectif du thème de recherche intitulé « Essai d'analyse de l'impact de la croissance économique sur la dette publique en Algérie » est d'analyser la relation entre la croissance économique et la dette publique et de dégager l'impact de la variation de la dette publique sur la croissance économique en Algérie. Pour ce faire nous allons étudier le cas de l'Algérie, ainsi nous tenterons de répondre à la question principale qui est la suivante ;

Quel est l'impact de la croissance économique sur l'évolution de la dette publique en Algérie ?

Autour de cette question principale s'articule d'autres de questions subsidiaires auxquelles nous allons essayer de répondre ;

- ❖ Quelle est la place de la dette publique dans le développement économique des états ?
- ❖ Quelles sont les raisons de la baisse de la dette algérienne et les risques d'un retour à la crise d'endettement ?
- ❖ Quel est le rapport qui existe entre la croissance économique et la dette publique ?

Pour bien mener ce travail, nous l'avons structuré en deux chapitres :

Le premier chapitre est consacré au processus de la croissance économique et l'esquisse du processus de la dette publique et la relation qui existe entre les deux. Dans le second chapitre, nous allons présenter les caractéristiques de l'économie algérienne et étudier l'évolution de la croissance économique et la dette publique en Algérie.

En fin, on termine par une conclusion générale, dans laquelle on exposera les résultats les plus importants et les recommandations possibles ainsi que les limites de notre étude.

Chapitre 01 : Généralités sur la croissance économique.

Chapitre 01 : Généralités sur la croissance économique

La croissance économique est le principal objectif à atteindre pour la quasi-totalité des Etats de la planète, en étant toujours considérée comme le baromètre universel et incontestable pour mesurer la vitalité des activités économiques nationales.

Dans ce chapitre on va aborder les grandes notions théoriques de la croissance économiques et les instruments de mesure de la richesse nationale.

1 Définition de la croissance économique

On peut citer plusieurs définitions de croissance économique

F.Perroux (1903-1987) a définis la croissance comme étant « une augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels »¹. La croissance est un processus quantitatif qui n'est qu'un élément du développement.

Selon A. Silem, « la croissance économique est l'augmentation durable en termes réels d'un indicateur de la performance économique »²

Selon Boudronne et Martos, « la croissance économique est un processus complexe auto-entretenu d'évolution à long terme qui se traduit par un accroissement des dimensions caractéristiques de l'économie et par une transformation des structures de la société. Elle est mesurée par les variations d'un indicateur de la production exprimé en volume de PIB réel »³

2 Les types de croissance économique

On distingue six types de croissance économique:

2.1 La croissance extensive :

C'est la part de la croissance économique qui résulte principalement de l'augmentation des quantités de facteurs de production (le facteur travail et le facteur capital). La croissance extensive génère des créations d'emplois.

2.2 La croissance intensive :

C'est le résultat de l'amélioration de l'efficacité des facteurs de production ; elle se traduit par l'augmentation de la valeur ajoutée par salarié ou par l'accroissement des performances des machines, du fait du progrès technique. Elle s'appuie donc sur des gains de productivité.

¹ BEITONE Alain, DOLLO Christine, CAZORLA Antoine et DARI Anne-Marry, « dictionnaire des sciences économiques ». 2ème édition, Armand colin, paris, 2007, p117.

² SILEM.A, « Encyclopédie de l'économie et de gestion », Hachette 1991, p290

³ BOURDANOVE.C & MARTOS.F, « lexique de la théorie économique ». Ellipses 1992, p34.

2.3 La croissance potentielle⁴ :

C'est le taux d'accroissement maximum des indicateurs économiques. Etant donné les moyens disponibles, elle correspond à l'utilisation maximale de tous les équipements, à productivité optimale du fait de la qualification de la main d'œuvre et du savoir-faire.

2.4 La croissance équilibrée⁵

Elle désigne la croissance obtenue dans les équilibres macroéconomiques classiques (équilibre du budget de l'Etat, équilibre de la balance des paiements, plein emploi et absence des tensions inflationnistes)

2.5 La croissance « zéro »⁶

Une expression utilisée dans les années 70 par un rapport du club de Rome qui désigne le taux de croissance nul qui n'empêche pas des mutations, les secteurs polluants et les différentes dégradations induites connaissent une croissance négative.

2.6 La croissance exponentielle⁷

Elle désigne la croissance à taux constant ou l'indicateur choisi, le PNB par exemple, croit de façon multiplicatif, elle est appelée parfois croissance géométrique.

3 Mesure et facteurs de la croissance économique

3.1 La mesure de la croissance

La croissance économique s'intéresse aux grandeurs macroéconomiques globales lorsqu'il s'agit bien de l'échelle des pays, donc sa mesure s'effectue à partir des agrégats de la comptabilité nationale. On dénombre en effet, deux agrégats servant à mesurer la croissance économique : le Produit Intérieur Brut (PIB) et le Produit National Brut (PNB).

3.1.1 Le produit intérieur brut PIB

«Le produit intérieur brut PIB est la valeur totale de tous les biens et services finaux produits dans une période donnée, habituellement une année»⁸. Le calcul du PIB se fait selon trois méthodes qui doivent donner exactement le même résultat.

❖ La méthode des dépenses

⁴ BENCHALLAL Karima, DAOUD Nadia « l'impact de dette extérieure sur la croissance économique cas de l'Algérie (1980à2010) « science économique, université de Bejaia 2012/2013, p8

⁵ Idem, p8

⁶ Idem

⁷ Idem

⁸ PAUL Krugman et WELLS Robin, (2010), « macro-économie », De boeck, p.332.

Le PIB est égal à la consommation finale + formation brute de capital fixe (FBCF) + variation des stocks + acquisitions – cessions d’objets de valeur + exportations des biens et services – importations des biens et services⁹.

❖ **La méthode de la production**

Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de toutes les unités de production en incluant les droits de douane et la TVA. La valeur ajoutée (VA) étant la différence entre la valeur de la production et la valeur des entrants nécessaires à la production (consommation intermédiaire)¹⁰.

❖ **La méthode des revenus**

le PIB est égal à la somme des rémunérations des salaires versés par les unités résidentes (revenu du travail) et des excédents bruts d’exploitation des unités résidentes (revenu du capital), auquel on ajoutera les impôts liés à la production des quels on soustraira les subventions d’exploitation (revenus nets de l’Etat liés à la production)¹¹.

A. Formule de calcul du PIB

Pour éviter le problème dû à l'augmentation des prix, la croissance est calculée en "monnaie constante", le P.I.B. étant corrigé de l'augmentation de l'indice des prix. Ceci permet de calculer une croissance en volume.

La formule de calcul, dans le cas du PIB de l'année "n", est la suivante.

$$\text{Croissance} = [\text{PIB}(n) - \text{PIB}(n-1)] / \text{PIB}(n-1)$$

Cette formule multipliée par cent nous donne le taux de croissance. Le taux de croissance du PIB mesure son évolution d'une période à l'autre (année). Il est très généralement exprimé en pourcentage.

Ainsi, le taux de croissance du PIB entre l'année (n-1) et l'année n est donné par la formule :

$$(\text{PIB}(n) - \text{PIB}(n-1)) / \text{PIB}(n-1) * 100$$

A.1. Le produit intérieur brut en volume ou PIB réel

Le PIB réel ou en volume est la valeur du PIB en ne tenant pas compte des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et services. C'est la valeur utilisée lorsque l'on mesure la croissance du PIB.

A.2. Le produit intérieur brut en valeur

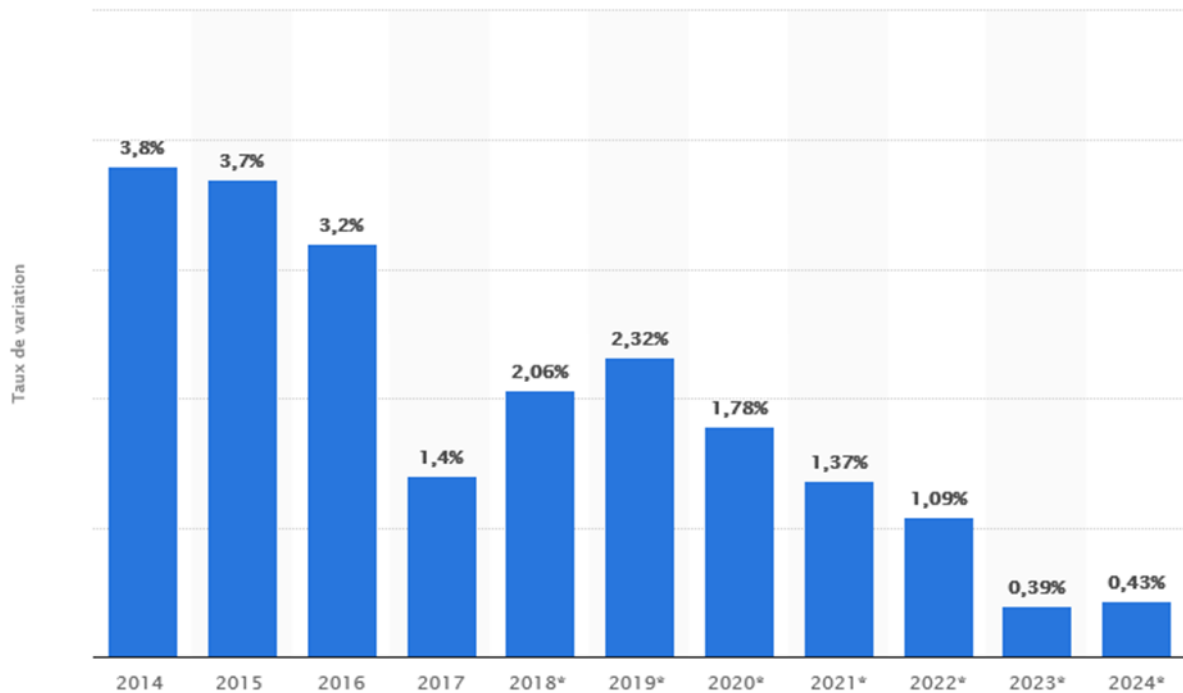
⁹ BENAHMED Kafia, (2014), « Essai d’analyse de la relation entre l’assurance et la croissance économique en Algérie », 196F, thèse de Magister, science économique, université de Bejaia, p.31.

¹⁰ BENAHMED Kafia, (2014), « Essai d’analyse de la relation entre l’assurance et la croissance économique en Algérie », 196F, thèse de Magister, science économique, université de Bejaia, p.32.

¹¹ Idem

Le PIB nominal [ou en valeur, ou en monnaie courante] est la valeur totale de tous les biens et services finaux produits dans l'économie au cours d'une année donnée, calculée en utilisant les prix courants de l'année de production.

Figure 1- Taux d'évolution du produit intérieur brut (PIB) réel de l'Algérie par rapport à l'année précédente entre 2014 et 2024



Source : <https://fr.statista.com/statistiques/739915/taux-de-croissance-du-produit-interieur-brut-pib-en-algerie/>

Cette statistique montre le taux d'évolution du produit intérieur brut réel de l'Algérie par rapport à l'année précédente entre 2014 et 2024. En 2017, le PIB algérien avait augmenté d'environ 1,4 % par rapport à 2016. De plus, selon les estimations du Fond monétaire international, le PIB de l'Algérie devrait augmenter d'environ 0,43 en 2024.

Cependant, l'indicateur du PIB reste imparfait. Il pose des problèmes dans la mesure de la croissance. Par-mis ces problèmes on cite¹² :

- Le PIB est une mesure quantitative et non-qualitative, il ne reflète donc en aucune façon les améliorations de la qualité des produits ;
- Par ailleurs, le PIB ne renseigne pas sur certains éléments essentiels à l'épanouissement des individus tel que la sécurité, l'accès à la culture, la démocratie, la santé, l'éducation...Etc.

¹² ABBES Fayçal, BENCHALAL Ameur (2016/2017)« L'impact de la chute des prix du pétrole sur la croissance économique en Algérie »science économique, université de Bejaia, p9.

c'est-à-dire le PIB ne tient pas compte de l'utilité des productions et de leurs contributions au bien-être des individus ;

- Les travaux ménagers effectués par les membres d'une famille ne sont pas pris en compte, mais si les mêmes travaux sont effectués par des employés salariés, ils seront pris en considération lors du calcul de la production nationale ;
- Les services et les activités non marchandes effectuées par les administrations publiques ne sont pas pris en compte, lors du calcul du PIB.

3.1.2 Le produit national brut (PNB)

C'est la valeur ajoutée marchande de tous les biens et services produits par les unités économiques d'un pays, quel que soit leurs lieux de résidence. Ce qui compte dans le calcul du PNB est la nationalité des détenteurs des facteurs de production et non le lieu de leurs activités¹³.

$PNB = PIB - \text{Le Solde Des Transfères}$

Avec : Le Solde Des Transfères = Revenu Des Nationaux Etablis à L'étranger – Revenu Des étrangers Etablis Sur Le Territoire.

3.1.3 Parité de pouvoir d'achat (PPA)

La parité de pouvoir d'achat (PPA) repose sur l'idée qu'une unité monétaire d'un pays doit permettre d'acquérir autant de biens et services dans un autre pays. Donc la parité de pouvoir d'achat (PPA) exprime l'idée que le niveau générale des prix doit être le même dans tous les pays quand il est exprimé par la même monnaie¹⁴.

3.2 Les facteurs de la croissance économique

Il existe plusieurs facteurs de la croissance économique

3.2.1 Le facteur travail

Désigne l'ensemble des heures de travail effectuées par les personnes qui travaillent dans l'entreprise, salariées ou non.

Deux mesures différentes de ce facteur sont possibles : le volume de travail, d'une part et le nombre d'heures de travail ouvrables, d'autre part.

¹³NONJON Alain, (1995), « comprendre l'économie mondiale », édition marketing S.A, paris, p.142

¹⁴NONJON Alain, (1995), « comprendre l'économie mondiale », édition marketing S.A, paris, p.143

3.2.2 Le facteur capital

Les variations de la quantité de capital utilisé résultent des variations du stock de capital (liées à l'investissement et au déclasserment), des variations du taux d'utilisation du capital ainsi que des variations de la durée d'utilisation du capital¹⁵.

3.2.3 Le progrès technique :

Le progrès technique est une variable exogène. Quand on cherche à mesurer l'impact du progrès technique sur la croissance, on est souvent réduit à raisonner "en creux", en attribuant au progrès technique la part de croissance que les autres facteurs ne peuvent expliquer. Le progrès technique est donc assimilé au "résidu" ou "productivité globale des facteurs", c'est-à-dire la part de la croissance observée qui reste inexpliquée.

4 Les théories de la croissance

4.1 Les prémisses d'une théorie de la croissance : la dynamique classique

Les économistes classiques centrent essentiellement leur réflexion sur la dynamique économique. Ils mettent très vite en relation l'accumulation du capital et la croissance économique. Les classiques raisonnent en terme de répartition fonctionnelle des revenus (et non en terme de répartition personnelle des revenus).

A. Smith (1723-1790), en montrant l'existence de gains de productivité liés à la division du travail, ouvrait la perspective d'un cercle vertueux de croissance. Mais Smith pensait que les progrès de la division du travail étaient limités par les débouchés (la taille du marché).

D. Ricardo (1772-1823) met davantage en évidence le lien entre l'accumulation du capital et la croissance économique. Son analyse est fondée sur la répartition des revenus. Le revenu national est réparti entre les propriétaires fonciers (la rente), les ouvriers (des salaires), et les capitalistes ou entrepreneurs (le profit). Le montant de la masse totale des salaires est lié aux taux salaire naturel. Le montant de la rente foncière est lié à la différence de rendement entre la terre marginale (la moins fertile) et les autres unités de terre. Le profit est défini comme un solde. La dynamique de croissance conduit à un état stationnaire, mais des contre-tendances existent : la libre importation de blé permet à la fois une diminution du coût salarial et une diminution de la rente qui favorise la croissance. Il en va de même pour l'usage de machines dans la production agricole et industrielle.

4.2 L'analyse keynésienne de la croissance : le modèle Harrod-Domar :

4.2.1 Le modèle Harrod-Domar

Le modèle Harrod-Domar définit les conditions d'une croissance équilibrée par l'égalité entre le taux de croissance effectif(g), le taux de croissance garanti (g_w) et le taux de croissance naturel (g_n).

Mais cette égalité est peu probable car les deux normes de croissance relatives à la pleine utilisation du capital (g_w) et à la pleine utilisation du travail (g_n) ont peu de chance d'être satisfaites simultanément. Le sentier de croissance est défini par le modèle n'est donc pas

¹⁵COULIBALY Abba Cheick,MWAMBIRA Gracious Lusayo « L'analyse de l'impact de la dette publique sur la croissance économique : Cas de la zone euro »UNIVERSITE MOULOUDE MAMMERI DE TIZI-OUZOU, 2019, p31

stable : le système ne peut être ramené sur le sentier de croissance équilibré par un processus auto-correcteur. Bien plus, tout écart par rapport à l'équilibre, au lieu de se corriger, aggravera les déséquilibres.

4.2.2 Les adaptations du modèle Harrod-Domar : les contributions de N.Kaldor et J.Robinson

Le modèle Harrod-Domar ne fait pas place à la répartition des revenus, N.Kaldor (1908-1986) a proposé de distinguer la masse totale des profits distribués(P) et la masse des salaires (W).

La propension à épargner des profits est supérieure à la propension à épargner des salaires. Les modifications dans le partage des revenus sont susceptibles de modifier la propension à épargner de l'ensemble de l'économie. Pour N.Kaldor, la répartition des revenus est déterminée de façon exogène. « Les travailleurs consommant une proportion plus forte de leurs revenus que les capitalistes, si la répartition se modifie en leur faveur lorsque l'investissement est bas, et inversement, le système peut demeurer proche de l'équilibre et du plein-emploi. Cela explique sans doute l'évolution du salaire réel depuis un siècle : il ne pouvait stagner sans déséquilibrer définitivement le système, la part des profits devenant trop importante par rapport aux investissements rentables. L'apparition de forces sociales tendant à maintenir ou augmenter la part des salaires dans le revenu national a joué par conséquent un rôle important. »¹⁶

J.Robinson (1903-1983) a également développé l'idée selon laquelle un partage de la valeur ajoutée en faveur des salariés est favorable à la croissance, leur propension à épargner étant plus faible que celle des capitalistes, une modification du partage va induire une augmentation de la propension globale à consommer de l'économie et donc une augmentation de la demande globale. Cette reprise de demande va elle-même avoir un impact favorable sur les anticipations des entrepreneurs, qui vont investir, augmenter la distribution des revenus et de l'emploi, est finalement augmenter l'épargne globale qui viendra s'ajuster à l'investissement préalablement réalisé.

4.3 Le modèle de croissance néoclassique

Le modèle néoclassique a été élaboré (principalement par R. Solow) pour montrer la possibilité d'une croissance équilibrée (alors que le modèle keynésien considère la croissance équilibrée comme une situation exceptionnelle). La possibilité d'un régime permanent de croissance équilibrée est liée à une régulation qui s'établit à travers la variation du coefficient de capital. Le modèle néoclassique repose sur les hypothèses habituelles (marché de concurrence pure et parfaite, rémunération des facteurs à leur productivité marginale, plein emploi.). Le modèle de Solow est un modèle d'offre¹⁷.

¹⁶BENCHALLAL Karima, DAOUD Nadia « l'impact de dette extérieure sur la croissance économique cas de l'Algérie (1980à2010) » science économique, université de Bejaia 2012/2013 ,10

¹⁷BENCHALLAL Karima, DAOUD Nadia « l'impact de dette extérieure sur la croissance économique cas de l'Algérie (1980à2010) » science économique, université de Bejaia 2012/2013, p11

4.4 La nouvelle théorie de la croissance

L'analyse de la « nouvelle théorie de la croissance » est fondée sur le résultat de travaux empiriques portant sur :

- La question de la convergence : les preuves empiriques disponibles ne permettent pas de confirmer la thèse de la convergence, tant pour le produit par tête que pour le taux de croissance ;
- Le rôle des politiques gouvernementales : l'incidence du rôle des politiques gouvernementales résulte des travaux de Reynolds (1983), portant sur la période 1950-1980. Dans ces travaux, Reynolds s'intéresse aux modifications « significatives » de la croissance économique, entendant par une période de dix ans pendant laquelle une économie connaît une augmentation soutenue du taux de croissance par tête. Reynolds montre que ces modifications interviennent souvent comme le résultat des changements politiques significatifs dans le pays concerné, et ceci est particulièrement vrai dans les pays du tiers-monde ;
- L'influence des facteurs démographiques : le modèle néoclassique traite la croissance de la production comme un facteur exogène. Il ne peut donc tenir compte de l'indéniable interaction intervenant, pendant le processus de développement économique, entre croissance économique et croissance de la population. Or, les données démographiques font apparaître une association systématique entre décroissance des taux de mortalité et fécondité et croissance du revenu par tête au cours du « décollage » d'une économie qui la fait passer d'une situation de stagnation à bas revenu à un régime de croissance persistante¹⁸.

Ainsi, pour les nouvelles théories, la croissance est un phénomène auto-entretenu par accumulation de quatre facteurs principaux : le capital physique, la technologie, le capital humain, le capital public.

- **Le capital physique**

P.Romer a renouvelé l'analyse de l'investissement comme facteur de la croissance. Il propose en 1986 un modèle qui repose sur les phénomènes d'externalité entre les firmes : e, investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa propre production mais également celle des autres firmes, concurrentes ou non. En effet, l'investissement donne des nouvelles technologies est le point de départ de nouveaux apprentissages par la pratique : amélioration des équipements en place, travaux d'ingénierie (agencement des techniques existantes), augmentation de la compétence des travailleurs... Or, ce savoir ne peut être approprié uniquement par la firme qui le produit ; il se diffuse inévitablement aux autres firmes¹⁹.

- **La technologie**

Les investissements en recherche-développement ont un double effet :

¹⁸ Idem, p12

¹⁹ BENCHALLAL Karima, DAOUUD Nadia « l'impact de dette extérieure sur la croissance économique cas de l'Algérie (1980à2010) » science économique, université de Bejaia 2012/2013, p12

- Ils sont à l'origine des biens et services nouveaux, protégés par des brevets, et par conséquent source de revenus pour les innovateurs.
- Ils sont également pourvoyeurs d'idées qui serviront de point de départ à des innovations ultérieures. Ces idées sont des biens publics, d'accès ouvert, permettant à des firmes autres que l'innovateur initial de faire progresser la technique. C'est l'accumulation de ces connaissances nouvelles, issues de connaissances anciennes et de la recherche, qui fait progresser la technologie, et donc la productivité.

- **Le capital humain**

Il désigne l'ensemble des capacités apprises par l'individu qui accroissent son efficacité productive. Chaque individu est en effet « propriétaire » d'un certain nombre de compétences, qu'il valorise en les vendant sur le marché du travail. Dans ce schéma, l'éducation est un investissement dont l'individu attend un certain retour.

- **Le capital public**

Il correspond aux infrastructures de communication et de transport. Elles sont au cœur du modèle élaboré par R.J. Barro.

Le capital public n'est qu'une forme de capital physique qui résulte des investissements opérés par l'Etat et les collectivités locales. Le capital public comprend donc également les investissements dans les secteurs de l'éducation et de la recherche.

En mettant en avant le capital public, les nouvelles théories de la croissance soulignent les défaillances du marché. Outre l'existence de situations de monopole, ces imperfections tiennent aux problèmes d'appropriation de l'innovation. Du fait de l'existence d'externalités entre les firmes une innovation se diffuse d'une manière ou d'une autre. La moindre rentabilité de l'innovation qui en découle dissuade l'agent économique d'investir dans la recherche-développement. Dans ce contexte, il pourra incomber à l'Etat de créer des structures institutionnelles qui soutiennent la rentabilité des investissements privés et de subventionner les activités insuffisamment rentables pour les agents économiques et pourtant indispensables à la société²⁰.

²⁰ Idem, p13.

Conclusion

Nous avons exposé tout au long de ce chapitre, la croissance économique en générale.

La croissance économique est un phénomène macro-économique, elle est considérée comme principal objectif de chaque pays. En effet, elle est l'un des grands problèmes dans le domaine de l'économie.

Chapitre 02 : La politique budgétaire et la dette publique

Chapitre 02 : La politique budgétaire et la dette publique

Les théories de l'endettement divergent sur la nécessité d'un recours à la dette publique et l'efficacité de la politique d'endettement et ses résultats sur l'économie. Dans le modèle keynésien, l'endettement favorise la relance de la demande globale et entraîne une augmentation de l'investissement et une hausse de la production. Pour les classiques, au contraire, l'endettement sera un impôt différé dans le temps et l'Etat aura des responsabilités futures. La théorie des anticipations rationnelles, quant à elle, approfondi cette dernière en ajoutant l'anticipation rationnelle des agents et que l'endettement engendrera l'envol de l'inflation à long terme et les impôts qui rendront l'Etat peu crédible. Enfin l'approche conventionnelle ajoute que la dette publique a des effets positifs, à court terme et des effets négatifs, sur le long terme.

Dans le cadre de ce chapitre, il sera question d'approfondir la notion de la politique budgétaire et la notion de la dette publique, sa gestion et sa relation avec la croissance économique.

Section 01 : Notions de base sur la politique budgétaire

La politique budgétaire est l'un des principaux leviers de la politique économique. Elle consiste à utiliser le budget de l'État pour agir sur la conjoncture. Elle englobe l'ensemble des mesures qui ont des conséquences sur les ressources et les dépenses de l'État et qui visent à atteindre certains objectifs de politique conjoncturelle.

Avant les années 1930, la fonction principale du budget de l'État était d'assurer le financement des administrations (des services publics). On ne lui attribuait pas de rôle économique. La gravité de la crise de 1929 va conduire les pouvoirs publics à considérer le budget de l'État comme un levier de la politique économique. Les travaux de l'économiste britannique J. M. Keynes montrant que l'utilisation du budget pouvait avoir une influence sur la demande des agents économiques (consommation, investissement) et, par conséquent sur le niveau de l'activité, vont donner un fondement théorique à cette nouvelle approche.

Lorsque la conjoncture économique se dégrade, les gouvernements sont tentés de mener une politique budgétaire volontariste et de compenser la faiblesse des dépenses privées par un surcroît de dépenses publiques²¹.

Aujourd'hui, la politique budgétaire n'est plus à résumer à la simple équation de relance Keynésienne. L'équation de la politique budgétaire s'est enrichie et complexifiée.

Dans ce premier chapitre, nous allons aborder dans la première section les généralités sur la politique budgétaire, quant à la seconde, elle sera consacrée à la dette publique.

²¹ MATTHIEU Caron, budget, politiques budgétaires, Edition Bréal, Paris 2007, p13

1 Définition de la politique budgétaire²²

La politique budgétaire est la politique que met en œuvre un gouvernement pour agir sur l'économie du pays en utilisant son pouvoir de fixer les recettes de l'Etat et les priorités dans la répartition des dépenses publiques.

La politique budgétaire est l'un des moyens dont dispose le gouvernement pour réguler l'économie et conduire des actions sur les cycles économiques afin d'atteindre ses objectifs que ce soit dans le domaine social ou économique.

La politique budgétaire est une des composantes du politique économique qui vise à agir sur la situation macroéconomique par l'intermédiaire du budget de l'Etat. ²³

L'action par le budget peut être réalisée par l'intermédiaire :

- Des recettes fiscales ;
- Des dépenses budgétaires ;
- Du solde budgétaire ;

Les praticiens de l'économie, les décideurs politiques et leurs conseillers, ont le choix entre trois horizons temporels pour pratiquer une politique budgétaire. A court terme, ils peuvent pratiquer une politique budgétaire conjoncturelle. A long terme, ils peuvent recourir à une politique budgétaire structurelle. Ils peuvent même décider de ne pas se fixer d'horizon temporel précis, mais focaliser leur attention sur le respect permanent d'une règle économique fixée à l'avance en pratiquant une politique budgétaire de règles.

2 Les objectifs de la politique budgétaire²⁴

L'objectif ultime auquel aspire la politique budgétaire est de réaliser « le carré magique » de Nicholas Kaldor, en l'occurrence :

- Le plein-emploi qui est mesuré par le taux de chômage ;
- La stabilité des prix, mesurée par le taux d'inflation ;
- La croissance économique, évaluée à partir du taux de croissance du PIB ;
- L'équilibre extérieur qui est quant à lui le solde de la balance des paiements courants.

En effet, la politique budgétaire poursuit une multitude d'objectifs non-économique tels que des objectifs culturels, éducatifs ou de santé publique.

²²http://www.toupie.org/Dictionnaire/Politique_budgetaire.htm

²³ Alain Beitone ; Antoine Cazorla ; Christine Dollo ; ANNE-Mary Draï ; « dictionnaire Des Sciences

Économique » ; Édition Armand Colin, 2007 ; p363

²⁴ MESSAOUDI Mohand Salah, AGUIAR Fernando Diogo, « Essai d'analyse de l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique en Algérie (1980-2018) », 2019/2020, p 10

On distingue deux principaux objectifs avancés selon l'aspect temporel :

2.1 Les objectifs conjoncturels

La politique budgétaire conjoncturelle est d'inspiration keynésienne. Selon Keynes, c'est la demande qui est déterminante pour la production, et la régulation de l'activité économique doit passer par l'action sur les différentes composantes de la demande globale.

Lorsque la conjoncture économique est bonne, l'Etat peut mener une politique budgétaire restrictive, afin d'éviter la pression économique. L'Etat peut alors pratiquer la politique de diminution de la demande (politique de rigueur). C'est-à-dire faire baisser ses dépenses, et profiter des rentrées fiscales, qui permettront de relancer l'économie.

A l'inverse, en situation de baisse conjoncturelle, le niveau de la demande globale est insuffisant pour permettre le plein-emploi des facteurs de production. L'Etat peut alors pratiquer une politique de relance de la demande appelée politique budgétaire expansionniste, et ce à l'aide des deux instruments suivants :

- **Une hausse des dépenses publiques** : elle agit sur le niveau de la consommation publique et de l'investissement public, mais aussi sur le niveau des investissements privés, de la consommation privée ou des exportations ;
- **Une baisse des impôts** : elle peut agir sur la consommation privée, sur l'investissement privé ou sur les exportations.

2.2 Les objectifs structurels

La politique budgétaire structurelle vise à apporter des changements en profondeur aux structures économiques et à l'appareil productif d'un pays. Elle affecte surtout les décisions d'investissement des entreprises et ses effets ne se font sentir qu'à plus long terme.

Sur les structures, les effets de cet interventionnisme sont multiples. En effet, l'utilisation des dépenses publiques dans le but de modernisation et de développement du pays en finançant certaines infrastructures est multiforme. Il s'agit de dépenses publiques d'investissement, considérées comme étant fortement productives en ce qu'elles concourent à l'accroissement du patrimoine de l'Etat ou favorisent le développement d'appareil de production de la nation.

L'Etat peut ainsi favoriser l'implantation des entreprises nouvelles, en accordant des subventions à l'investissement, des bonifications d'intérêt ou des dégrèvements fiscaux. Elle consiste à payer une partie des intérêts d'un emprunt de façon à abaisser le coût pour l'emprunteur.

3 Les instruments de la politique budgétaire

La politique budgétaire consiste à utiliser le budget de l'Etat comme un instrument de régulation conjoncturel. Elle peut servir à freiner l'activité en cas de déséquilibre des échanges extérieurs et inflation. Mais elle a surtout été pratiquée, selon les prescriptions de Keynes, pour dynamiser une économie dépressive

3.1 Les instruments des dépenses publiques

Les dépenses publiques sont l'ensemble des dépenses réalisées par l'état. Ces dépenses sont utilisées dans différentes politiques (revenu, l'emploi, industrie) comme instruments, ce qui permet d'atteindre les objectifs de la politique budgétaire.

3.1.1 La politique de l'emploi

C'est une politique qui vise à améliorer la situation de l'emploi d'un pays, en réduisant le chômage par le biais d'une action directe ou indirecte sur les demandes de l'emploi, ce qui traduit par une stimulation de l'activité économique. Deux grands types de politique d'emploi sont envisagés :

- ❖ **La politique d'emploi passive** : c'est le traitement social du chômage, le but était de limiter l'offre de travail ou la demande d'emploi. Elle concerne la population active (travail à temps partiel, allongement de la durée de la scolarité).
- ❖ **La politique de l'emploi active** : c'est le traitement social du chômage, le but est de limiter l'offre de travail ou la demande d'emploi, elles concernent les entreprises.

La politique de l'emploi désignant en général les politiques pour aider à la création d'emplois dans le secteur non-marchand par un financement public, améliorer le fonctionnement du marché de travail par une meilleure communication entre l'offre et la demande d'emploi.

3.1.2 La politique du revenu

Au sens large, c'est l'ensemble des mobilités par lesquelles les pouvoirs publics tentent d'agir sur les revenus des agents économiques.

L'objectif de la politique de revenu est la stabilité des prix ou la lutte contre l'inflation. Les autorités publiques contrôlent par cette politique la progression des salaires nominaux par rapports à l'évolution de la productivité du travail.²⁵

3.1.3 La politique industrielle

La politique industrielle est définie comme l'ensemble des règles et des mesures instituées par les pouvoirs publics pour créer des conditions favorables à la compétitivité industrielle dans le but d'accélérer la croissance économique nationale.²⁶

L'objectif de cette politique est de rendre l'économie plus compétitive et d'assurer la croissance économique du pays, la lutte contre le chômage, l'amélioration de la situation de la balance des paiements, la réalisation de l'équilibre régional et l'accroissement de la richesse du pays.

²⁵ J.L. RIVEAUD, R. LEURION, M. BIALES, C. BIALES, dictionnaire d'économie et des faits économiques et sociaux contemporains, Edition Foucher, paris1996, p473-474

²⁶ Alexandre HOMEVOR, Intégration régionale et promotion des investissements dans l'espace UEMOA, Université cocody-centre Ivoirien de Recherche Economique et Social, 2005, p13

3.2 Les instruments des recettes fiscales

Les recettes publiques sont l'ensemble des recettes prélevées par l'Etat. Elles sont constituées essentiellement des impôts, des taxes, et des cotisations sociales.

3.2.1 La politique fiscale

Une politique fiscale désigne l'ensemble des mesures et décisions prises par un gouvernement et les pouvoirs publics en termes de fiscalité. Après avoir défini les objectifs à atteindre, les pouvoirs publics modifient, suppriment ou créent des mesures fiscales dans le but d'atteindre ces objectifs. Le principal but de l'Etat est d'encaisser suffisamment de recettes pour financer son fonctionnement, ses activités et sa gestion. Les recettes fiscales représentent la principale ressource de l'Etat.

Le principe de la politique fiscale est de manipuler le niveau de la demande globale dans l'économie pour réaliser la stabilité des prix, le plein-emploi et la croissance économique. La politique d'imposition (fiscale) s'appuie sur trois catégories d'instrument : l'Etat peut agir sur le taux de la TVA ; l'impôt sur le revenu, en modifiant les taux d'imposition et aussi l'Etat peut agir sur le taux de l'impôt sur les sociétés.²⁷

3.2.2 La politique commerciale

La politique commerciale est l'ensemble des actions menées par les pouvoirs publics pour stimuler les exportations et freiner les importations ; il peut passer par la mise en place d'obstacles tarifaires (droit de douane) ou non-tarifaires (contingentements). Elle peut s'appuyer sur une manipulation du taux de change puisqu'une dévaluation ou une dépréciation volontaire permet d'abaisser le prix des produits nationaux exprimés en monnaie étrangère. On distingue deux catégories de la politique commerciale :

- **La politique tarifaire** : elle représente l'ensemble des mesures protectionniste, composées de droits de douane, que les produits étrangers devront supporter à leurs entrées sur le territoire national ;
- **La politique non-tarifaire** : elle représente des pratiques directes ou indirectes ayant pour effet de limiter voire d'interdire les importations des biens et services étrangers.

3.2.3 Le solde budgétaire

Le solde budgétaire est considéré comme un bilan de la politique budgétaire menée pendant l'année. Lorsque le solde est nul, le budget est équilibré, lorsque le solde est positif (les recettes sont supérieures aux dépenses), le solde est excédentaire, et lorsque le solde est négatif (les dépenses sont supérieures aux recettes), le solde est déficitaire. Pour résumer, le solde budgétaire est égal aux recettes budgétaires moins les dépenses budgétaires.²⁸

Il existe d'autres instruments de la politique budgétaire telle que :

²⁷J.I. MICHELLE et T MAYOR, Economie internationale, Edition Dalloz, 2005, p318.

²⁸ Michael PARKIN, Robin BADE, Benoit CARMICHAEL, Introduction à la Macroéconomie Moderne, 4eme Edition, paris 1998, p387.

- Les instruments indirects : l'investissement et la demande de consommation peuvent influencer les pouvoirs publics, donc l'activité économique.
- Le recours à l'emprunt : l'emprunt peut permettre d'assurer un équilibre entre le besoin de financement de l'Etat et l'épargne, de peser sur la demande globale ou par fixation des tarifs publics (télécommunication, énergie et transport collectif).

4 Les typologies de la politique budgétaire

La politique budgétaire consiste à utiliser certains instruments budgétaires pour influencer sur la conjoncture économique.

Selon la vision politique tracée par les gouvernements, il existe plusieurs types :

4.1 La politique budgétaire expansionniste

La politique budgétaire est dite expansionniste lorsque le gouvernement dégrade le solde public (hausse des dépenses, baisse des recettes) avec l'espoir d'accroître l'activité économique, tout en sachant que l'augmentation de la dette publique devra être contrebalancée par des futures politiques de rigueur. L'augmentation des dépenses publiques engendre les revenus supplémentaires qui sont pour partie consommés, pour partie récupérés par les administrations publiques sous forme d'impôts et de cotisations sociales.

4.2 La politique budgétaire restrictive

Elle se produit lorsque les dépenses publiques sont inférieures à celui des recettes fiscales. Elle est habituellement engagée à payer la dette du gouvernement. Une augmentation du profit des entreprises leur permettra d'investir et provoquera une augmentation de PIB. Le gouvernement met cette politique dans le but d'éviter l'accumulation des déficits publics qui gonfleraient la dette publique et son service.

4.3 La politique budgétaire volontariste

Elle est basée sur le principe de soutenir l'activité économique à court terme en faisant jouer le « multiplicateur keynésienne » qui permet de compenser la faiblesse des dépenses privées par un accroissement des dépenses publiques. En effet, une augmentation des dépenses publiques engendre des revenus supplémentaires qui sont pour partie consommés, pour partie épargnés et pour partie récupérés par les administrations publiques sous forme d'impôts et de cotisations sociales.

4.4 La politique budgétaire de demande

C'est une politique d'inspiration keynésienne menée par les pouvoirs publics visant à augmenter la demande tout en augmentant les investissements publics et la consommation du secteur public, et en essayant de favoriser la consommation privée. Les politiques de la demande induisent une hausse des dépenses et une baisse des recettes qui peuvent conduire à des déficits financés par l'emprunt et donc à une hausse de la dette publique.

4.5 La politique budgétaire de l'offre

La politique budgétaire de l'offre améliore le fonctionnement des marchés. De cette façon, elle améliore la capacité de l'économie à produire et ainsi à décaler la courbe de l'offre globale vers la droite. Cela devrait permettre à l'économie de se développer d'une manière non-inflationniste. Si l'Etat diminue ses prélèvements sur les entreprises (baisse d'impôts, versement d'aides et de subventions), la compétitivité nationale s'améliore et les entreprises pourront produire à moindres coûts, elles baisseront alors leur prix, ce qui augmentant indirectement le pouvoir d'achat, et par suite, les quantités vendues, ce qui demandera un accroissement de la capacité de production, donc des investissements et des offres d'emploi susceptible de réduire le chômage.

Section 02 : Généralités sur la dette publique

Les impôts et les taxes peuvent ne pas être suffisants pour couvrir les besoins financiers de l'Etat et par conséquent, des déficits budgétaires apparaissent. Ces déficits ne peuvent être couverts que par le recours à l'emprunt. Le cumul de ces emprunts donne lieu à la dette publique. La dette publique regroupe l'ensemble des dettes contractées par l'Etat et ses organismes et peut être d'origine interne ou externe.

Le terme dette de l'Etat ou dette publique désigne le montant cumulé de ce que l'Etat a emprunté pour financer les déficits passés. La relation entre la dette publique et le déficit public est simple et plutôt mécanique : l'augmentation de la dette publique au cours d'une période donnée est égale au déficit public.

Cette dette peut être interne ou externe. Une dette interne est due par une nation à ses propres citoyens tandis qu'une dette externe est due par une nation aux étrangers. Cette dette se traduit pour les citoyens de la nation endettée par un prélèvement net sur leurs ressources disponibles.

1 Définition de la dette publique

La dette publique, c'est la dette de l'Etat. Elle représente la totalité des engagements d'un Etat (les administrations centrales, locales et de sécurité sociale) à une date déterminée ; elle est le résultat des flux de ressources empruntées et remboursées par un Etat jusqu'à cette date. En effet, les recettes de l'Etat ne suffisent presque jamais à financer toutes ses dépenses. L'Etat présente donc souvent en fin d'année un solde budgétaire négatif, aussi appelé déficit public.

Pour faire face à ce déficit, un Etat emprunte sur les marchés financiers. A la différence d'un ménage, un Etat n'emprunte généralement pas auprès d'une banque, mais émet des titres, essentiellement des obligations, sur les marchés. Il s'engage à rembourser ces obligations, en payant des intérêts, à une date future. Cependant, beaucoup d'Etats ne parviennent plus à se financer sur les marchés financiers à des taux raisonnables. Or si les taux d'intérêt auxquels un Etat emprunte montent trop, celui-ci devient incapable de rembourser sa dette, la charge des intérêts pesant trop lourds sur son économie. C'est ce qu'on appelle la crise de la dette.

Il ne faut pas confondre "dette publique" et "dette extérieure", la seconde représentant l'ensemble des emprunts des agents économiques à l'égard des prêteurs étrangers.

2 Les raisons de l'endettement public

Pour les pays ayant une insuffisance de moyens propres, l'endettement public s'avère indispensable. Ces Etats s'orientent vers cette forme de financement pour atteindre les objectifs fixés par leur processus de développement. Par conséquent, la dette publique joue au moins deux rôles principaux à savoir équilibrer le budget et rembourser les dettes précédentes.

2.1 Equilibrer le budget de l'Etat

Connaissant la relation de causalité entre la dette et le déficit, et la relation d'accompagnement dans l'évolution, il est important de faire la distinction entre déficit ou équilibre financier public (déficit budgétaire) et la dette publique.

En droit financier et fiscal, le déficit budgétaire est le découvert : « c'est l'excédent éventuel de l'ensemble des charges inscrites dans une loi des finances sur l'ensemble de ses ressources ».²⁹

En comptabilité budgétaire publique, « le déficit résulte d'une insuffisance des recettes du budget par rapport aux dépenses de ce budget. Le résultat varie selon que l'on y inclut ou non le solde des opérations avec la FMI et des opérations du Fond de stabilisation des changes. En comptabilité économique algérienne, le besoin de financement est la variation négative de patrimoine financier qui apparaît lorsque, sur une période déterminée, le flux net des dettes est supérieur aux flux nets de créances ».³⁰

D'après une première approximation, le déficit budgétaire est égal au produit de l'emprunt. L'appel à la dette publique extérieure est la conséquence de l'insuffisance des ressources pour couvrir les dépenses. Seulement, un problème se pose lors du calcul de ce déficit. Va-t-on prendre en considération le produit net ou le produit brut de l'emprunt ?

En effet, il existe deux positions doctrinales :

- Le déficit budgétaire est égal au produit net de l'emprunt. Les dépenses d'amortissement du principal de la dette en sont exclues.

Déficit budgétaire= Dépenses globales – Service de la dette –recettes propres

- Le déficit budgétaire est égal à la différence entre les dépenses globales et les recettes propres.

Déficit budgétaire= Dépenses globales – Recettes propres

2.2 Rembourser les dettes précédentes

Pour financer le remboursement des emprunts contractés dans le passé, soit le service de la dette, les pouvoirs publics sont obligés de lancer de nouveaux emprunts. On finance

²⁹ GUILLIEN Raymond, op.cit. p215

³⁰ ALBERT Jean-luc et al : « Finances publiques », 5ème édition Dalloz, Lyon, 2007, p192

l'emprunt par l'emprunt. Cela constitue un cercle vicieux et confronte le pays endetté à des difficultés de liquidités qui peuvent entraîner une faillite virtuelle.

3 Les indicateurs de l'endettement

3.1 La dette publique brute

La dette publique au sens du traité de Maastricht (notifiée à la Commission européenne) comprend l'ensemble des dettes brutes des administrations publiques en cours de fin d'année, consolidées et à leur valeur nominale.

- Elle est évaluée en valeur brute : elle comptabilise l'ensemble des passifs financiers des administrations publiques (dépôts, titres de créance émis et crédits à court terme et à long terme), mais pas leurs actifs financiers.
- Elle est consolidée : elle exclut les dettes contractées entre administrations publiques.
- Elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur faciale de la dette³¹.
- Elle exclut certains types de dettes comme les crédits commerciaux et les décalages comptables (car certains pays ne sont pas en mesure de fournir des informations fiables sur ces opérations)³².

3.2 La dette publique nette

Dette publique nette = dette publique + actifs financiers

Il peut sembler plus pertinent d'utiliser la dette publique nette, puisque les actifs financiers des administrations publiques (dépôts, prêts, titres de créance négociables, participations dans les entreprises) sont, dans une certaine mesure, mobilisables pour rembourser des dettes. D'ailleurs, l'examen du ratio de la dette publique nette/PIB conduit à un diagnostic très différent de celui du ratio de dette publique brute/PIB.

3.3 Le patrimoine des administrations publiques

La dette publique nette ne tient pas compte de l'ensemble des actifs des APU, et notamment de leurs actifs non financiers (bâtiments, terrains, ouvrages de génie civil, matériels, etc.). Il faut s'intéresser à la structure du patrimoine (total des actifs - total passifs), pour déterminer si la progression de la dette publique a eu une contrepartie équivalente dans la progression des actifs des APU.

³¹ L'évaluation en valeur de marché est plus pertinente pour la dette émise sous la forme de titres de créance (obligations). L'évaluation en valeur nominale est justifiée s'il s'agit d'évaluer la valeur de remboursement de la dette. Elle est aussi plus simple, car elle n'oblige pas à réévaluer la dette d'une année à l'autre en fonction de la variation du prix des titres.

³² Dans la comptabilité nationale, la dette publique n'est pas consolidée, elle est en valeur de marché et elle n'exclut pas certains types de dettes. La dette au sens de Maastricht est inférieure à la dette au sens de la comptabilité nationale (cf. Boissinot, L'Angevin et Montfort, 2004).

3.4 Les engagements implicites

En principe, une vision complète de la situation des finances publiques nécessite de recenser non seulement l'ensemble des actifs et passifs des administrations publiques à la date d'aujourd'hui (bilan), mais aussi leurs recettes et leurs dépenses futur (hors bilan). Les dépenses publiques futures éventuelles sont des engagements implicites des administrations publiques. Ces engagements hors bilan sont des passifs possibles ou probables mais dont l'évaluation est incertaine. Ils comprennent notamment les retraites des fonctionnaires et les garanties diverses accordées par l'Etat, y compris les dettes des entreprises publiques.

4 Gestion de la dette publique et ses fonctions

La gestion de la dette consiste, après avoir lancé les emprunts sur le marché primaire (marché où l'acquisition des titres se fait directement auprès de l'émetteur), à intervenir ensuite sur le marché secondaire (où l'investisseur peut acquérir ou vendre ses titres à un intermédiaire) afin de réduire le coût par l'usage des moyens ou techniques d'intervention, de plus en plus diversifiés

4.1 Définition de la gestion de la dette publique

« La gestion de la dette souveraine consiste à établir une stratégie de gestion de la dette de l'Etat capable de mobiliser le montant de financement voulu, de réaliser ses objectifs de coût et de risque ainsi que tous les autres objectifs que les autorités peuvent avoir fixé à la gestion de la dette souveraine, comme par exemple le développement et le maintien d'un marché de titres publics performant »³³

Dans le contexte plus large de la politique nationale, les Etats doivent veiller à ce que tant le niveau que le rythme de croissance de la dette publique soient fondamentalement tolérables, et que son service puisse être assuré dans des situations très variables tout en respectant les objectifs de coût de risque.

4.2 Objectifs de la gestion de la dette publique

Cette gestion active de la dette poursuit essentiellement deux (2) objectifs ;

- Rendre le marché de valeurs d'Etat plus liquide, donc plus attractif pour les investisseurs, ce qui peut aider à réduire le coût de l'emprunt.

- Dans un contexte de concurrence, de libre circulation des capitaux et de besoins financiers publics, la confiance des investisseurs paraît politiquement et financièrement essentielle.

³³ « Directives pour la gestion de la dette publique », Préparé par les services de la Banque Mondiale et du FMI 21 mars 2001.

Son objectif principal est de satisfaire les besoins de financement de l'Etat et ses obligations de paiement au moindre coût possible à moyen et long terme, en maintenant le risque à niveau prudent.

4.3 Fonctions de la gestion de la dette

Une gestion efficace de la dette implique essentiellement sept fonctions de base : des fonctions de politique, de contrôle, de disponibilité de ressources, d'enregistrement, de suivi et d'exploitation. Les trois premières fonctions font partie de ce que l'on peut appeler la gestion exécutive de la dette. Les quatre autres fonctions peuvent être considérées comme faisant partie de la gestion opérationnelle de la dette.

Les différentes fonctions de base de la gestion efficace de la dette peuvent être brièvement décrites comme suite :

4.3.1 Gestion exécutive

La fonction de politique

Comprend la formulation de politiques et de stratégies nationales relatives à la dette, en coordination avec les institutions principalement responsables de la gestion économique du pays. Les considérations d'une politique au sens large déterminent un niveau viable de l'emprunt extérieur du pays. Ceci est à son tour affecté par les flux que le pays peut efficacement utiliser, et par la manière de procéder pour générer des devises étrangères supplémentaires nécessaires pour faire face aux coûts du service de la dette sans courir le risque de se heurter à des difficultés de paiements extérieurs.

La fonction de contrôle de la gestion de la dette

Concerne les arrangements d'ordre légal, institutionnel et administratif relatifs à la gestion de la dette extérieure. Elle intègre en outre la création d'un environnement régulateur bien défini, susceptible d'assurer une administration bien coordonnée et le cas échéant, centralisée de la dette, sur les plans de l'enregistrement, de l'analyse, du contrôle et l'exploitation. Le résultat majeur de cette fonction est la mise sur pied et contrôle continu du cadre légal et administratif des responsabilités organisationnelles. Les règles et les procédures parmi les unités concernées, les rapports sur les exigences légales, etc., c'est-à-dire « la structure de l'organisation »³⁴.

La fonction de mise à la disposition de ressources

Elle assure l'exécution des fonctions d'enregistrement, d'analyse, de contrôle et d'exploitation en matière de gestion de la dette extérieure par un personnel qualifié. Ceci implique le recrutement, la motivation, la formation de personnel. Parfois, il pourrait être nécessaire de recourir aux services de contrôle de consultants de l'extérieur pour fournir une expertise technique spécialisée dans le domaine de gestion de la dette, la préparation aux négociations de rééchelonnement,).

³⁴ La structure de l'organisation devrait être considérée comme étant l'ensemble des moyens menant aux fins prévus. C'est-à-dire que cette structure est l'ensemble des moyens assurant le suivi de la stratégie et la mise à disposition des ressources. Ainsi, les objectifs ou les résultats peuvent être réalisés (les fins). Voir E. Kakabase, R. Luchow, S-Vimnicombe, travail au sein des organisations, collection penguin, 1988, p313

4.3.2 Gestion opérationnelle

Les fonctions relatives à la gestion opérationnelle de la dette, notamment des fonctions d'enregistrement, d'analyse et de contrôle sont exercées à deux gestions : gestion passive et active. Cette distinction est nécessaire pour une meilleure compréhension de la gestion de la dette.

4.3.2.1 Gestion passive

La fonction d'enregistrement

Elle requiert la collecte d'une information détaillée sur l'endettement, prêt par prêt. Lors de l'élaboration d'un cadre d'enregistrement des données sur la dette extérieure, il est fondamental de décider d'abord quelles sont les composantes de la dette extérieure, et dans un second temps, décider de la nature des données à réunir. Les données ainsi rassemblées prêt par prêt serviront à fournir des statistiques à des fins d'analyse. Le principal, résultat de cette fonction consiste à fournir l'information aussi bien au niveau global qu'au niveau détaillé.

La fonction d'analyse

Elle est la plus étroitement liée à la fonction d'enregistrement, et utilise l'information fournie par cette dernière. Au niveau global, elle couvre l'analyse macro-économique visant l'examen des diverses options disponibles, compte tenu de la conjoncture économique, des conditions du marché et de la structure future de la dette extérieure. Cette analyse est nécessaire pour garantir un réexamen constant de l'impact des différentes options de gestion de la dette sur la balance des paiements et sur le budget national. De même, elle permet de porter un jugement sur certaines questions telles que les conditions appropriées pour un nouvel emprunt.

4.3.2.2 Gestion active

La fonction opérationnelle

Concerne l'ensemble des activités liées à l'emprunt et à d'autres accords ou arrangements impliquant une sorte d'action (interactions et transactions). Cette fonction pourrait être divisée en trois phases différentes : La négociation, l'utilisation des produits des prêts et le service de la dette. En effet, les activités d'action concernée dans chaque phase seront différentes en fonction du type d'emprunt en question (les prêts à taux préférentiels³⁵, les Eurocrédits³⁶, etc.). De ce fait, ces activités s'occupent des techniques parmi lesquelles doivent s'inscrire celles assurant quelques formes de réorganisation de la dette (tels que la restructuration et le refinancement), et de conversion de la dette (l'échange de la dette pour l'équité, l'échange de la dette pour des marchandises et l'échange de la dette pour la nature, etc.). Les résultats de la fonction d'exploitation sont donc des opérations réelles relatives à la dette : négociation, l'utilisation et le service (ces termes doivent être entendus comme étant de larges catégories. Les interactions et les transactions réelles qui auront lieu dépendront du type d'emprunt).

³⁵ Taux demandé par les banques à leurs meilleurs clients, c'est-à-dire ceux qui présentent le risque de crédit le plus faible.

³⁶ Un Eurocrédit est une appellation utilisée pour qualifier le fait qu'un emprunteur bénéficie d'un crédit dans une devise autre que sa devise de référence habituelle et ce pour répondre à ses besoins de financement.

La fonction de contrôle

Au niveau global, la fonction de contrôle/coordinations est essentielle pour assurer que la gestion opérationnelle de la dette est en conformité avec la gestion exécutive de la dette. Une stratégie peut par exemple imposer des limites réglementaires ou des principes directeurs généraux, sur les modalités d'emprunts par le secteur public et/ou par le pays tout entier. Dans ce cas, la fonction de contrôle/coordination doit garantir que l'emprunt est maintenu dans les limites imposées.

Quant à la transaction au niveau détaillé, la fonction de contrôle / suivi est plus concernée par des opérations spécifiques telle que la négociation, l'utilisation et le service. Cette fonction doit assurer entre autres, que les conditions des nouveaux emprunts obéissent aux principes directeurs en cours, que les fonds sont utilisés à temps et de manière appropriée, et que le remboursement est effectué conformément aux prévisions.

5 Risques encourus dans la gestion de la dette publique

5.1 Risque de marché

Risque liés à l'évolution des prix du marché, tels que les taux d'intérêts, les taux de change, les prix des produits de base, etc. Qu'elle soit libellée en devises ou en monnaie nationale, toute variation des taux d'intérêts modifiera le coût du service de la dette, soit lors des émissions de refinancement pour la dette à taux fixe, soit lors la fixation du nouveau taux pour la dette à taux flottant. De ce fait, la dette à court terme, qu'elle soit à taux fixe ou flottant, est en général considérée plus risquée que la dette à long terme à taux fixe (quoiqu'une concentration excessive de dette à taux fixe sur de très longues échéances puisse être aussi risquée, les besoins de financement futurs étant inconnus). La dette libellée en monnaies étrangères ou indexée sur elles accroît aussi l'instabilité du coût du service de la dette en monnaie nationale en raison des variations des taux de change de ces monnaies.

5.2 Risque de refinancement

C'est le risque de devoir renouveler la dette à un coût exceptionnellement élevé, ou à l'extrême, de ne pas pouvoir la renouveler du tout. Dans la mesure où le risque de refinancement est limité au risque de devoir renouveler la dette à des taux d'intérêts plus élevés, y-compris l'évolution des marges d'intermédiation, on peut le considérer comme un risque de marché. Cependant, du fait que l'incapacité de refinancer la dette et/ou une hausse exceptionnellement élevée des coûts de financement de l'Etat peuvent susciter ou exacerber une crise de la dette et par là provoquer des pertes économiques réelles, il est souvent traité séparément.

5.3 Risque de liquidité

On distingue deux types de « risque de liquidité ». L'un concerne le coût ou la pénalité auxquels s'exposent les investisseurs qui tentent de se dégager d'une position lorsque le nombre des opérateurs a fortement diminué ou que le marché considéré n'est pas assez actif.

Ce risque est particulièrement important lorsque la gestion de la dette inclut la gestion des actifs liquides ou fait appel à des instruments financiers dérivés.

L'autre type de risque de liquidité, du point de vue de l'emprunteur, concerne une situation dans laquelle le volume des actifs liquides est susceptible de fortement diminuer à cause d'obligations de trésorerie imprévues et/ou en cas de difficultés à obtenir à bref délai des ressources liquides par l'emprunt.

5.4 Risque de crédit

Il s'agit du risque de non-exécution, de la part de l'emprunteur, des conditions de prêts ou autres contrats sur les actifs financiers ou, de la part d'une contrepartie, des conditions d'un contrat financier. Ce risque est particulièrement à considérer lorsque la gestion de la dette inclut la gestion des actifs liquides. Il peut aussi se présenter dans le cas d'acceptations de soumissions à l'occasion d'adjudications des titres publics, ainsi que dans le cadre d'obligations conditionnelles, et lorsque des contrats sur produits dérivés sont souscrits par le gestionnaire de la dette.

5.5 Risque de règlement

Ce risque concerne la perte que l'Etat peut subir par suite d'un non-règlement de la part de la contrepartie, dû à tout autre raison qu'un défaut de paiement.

5.6 Risque opérationnel

Cette catégorie regroupe différents types de risque, notamment : les erreurs de transaction aux différentes étapes de l'exécution et de l'enregistrement des opérations, les insuffisances ou les défaillances des internes, ou des systèmes et services, le risque afférent à la réputation financière, les problèmes juridiques, les atteintes à la sécurité ou les catastrophes naturelles préjudiciables à l'activité économique.

6 Les modalités de financement des déficits publics

Il y a deux possibilités de financement des déficits publics et de la dette publique : par création monétaire ou par emprunt. Ces deux modalités peuvent exercer des effets négatifs sur le reste de l'économie lorsque les besoins de financement sont élevés.

6.1 Le financement monétaire

Le financement monétaire des déficits publics, ou ce que l'on appelle la monétisation de la dette publique, correspond à des créances du système bancaire sur les administrations publiques. Ces créances sur les administrations publiques sont une contrepartie de la masse monétaire. Elles sont composées de crédits du système bancaire aux administrations publiques, et de titres émis par les administrations publiques et détenues par le système bancaire. Jusque dans les années 1980, de nombreux pays finançaient leurs déficits publics

par le recours au financement monétaire. Néanmoins, l'augmentation de la création monétaire (croissance plus rapide de la masse monétaire) engendre un risque de tensions inflationnistes dans l'économie.

6.2 L'emprunt

Le recours à l'emprunt peut lui aussi devenir préoccupant lorsque les déficits publics sont persistants et que la dette publique atteint un niveau susceptible de menacer la solvabilité de l'Etat ou d'autres administrations publiques. Quand le déficit public s'accroît, l'épargne des administrations publiques diminue. Si l'épargne des autres secteurs institutionnels de l'économie (ménages, sociétés financières et non financières) n'est pas modifiée, le déficit public se traduit alors par une diminution de l'épargne nationale. Sur les marchés des capitaux domestiques, l'offre de fonds prêtables (épargne) diminue. Pour une demande de fonds prêtables (investissement) donnée, il alourdit le coût de financement des projets d'investissement, et peut décourager les entreprises à investir (effet d'éviction). Une autre possibilité est d'emprunter sur les marchés financiers internationaux, par exemple en émettant des titres, tels que des obligations libellées en monnaie domestique ou en devises étrangères, et en autorisant les non-résidents à acquérir ces titres. Le coût de l'emprunt pour les administrations publiques sera influencé par la perception des intervenants sur les marchés quant à leurs capacités de remboursement. Plus le niveau d'endettement public d'un pays est élevé, plus la perception d'un risque de défaut est forte, et plus le taux de rendement des obligations publiques devra être élevé (une prime de risque est incluse dans le taux des obligations) pour inciter les intervenants sur les marchés à acheter ces titres publics. Il s'ensuit que les taux d'intérêt sur la dette publique peuvent être élevés, et le poids des intérêts dans le budget des administrations publiques peut alors être excessif.

Conclusion

La dette publique est devenue l'une des sources importantes pour financer le déficit budgétaire et la préoccupation centrale est d'être capable de mener des politiques budgétaires génératrices de la croissance sans creuser le déficit et accumuler l'endettement.

L'utilisation de la gestion de la dette publique dans la politique budgétaire a pour but de stabiliser et restaurer l'équilibre budgétaire et de réduire le ratio de la dette publique sur le PIB.

Pour satisfaire ces besoins financiers, l'Etat fait appel à l'emprunt domestique ou extérieur. Par conséquent, l'endettement s'il est utilisé pour financer l'investissement va engendrer une hausse de la production et générera des surplus de recettes qui seront utilisées pour le remboursement de la dette. Ainsi la dette publique peut constituer un moteur de l'économie, cependant, elle peut devenir un obstacle majeur de développement des Etats dans le cas où elle est insoutenable.

Chapitre 03 : Aperçu sur l'économie algérienne

Chapitre 03 : Aperçu sur l'économie algérienne

Depuis l'indépendance, l'Algérie a lancé de grands projets économiques pour mettre en place une assise industrielle dense. Une bonne partie de la rente pétrolière a été réinvestie dans les projets de développement économique.

Cependant, en dépit des réalisations importantes, qui ont été réalisées en grande partie grâce à la manne pétrolière et gazière, l'économie algérienne, passant par divers stades de turbulence, n'arrive toujours pas à trouver ses repères et à tirer les leçons des échecs précédents. Beaucoup d'experts estiment qu'il y'a un manque de visibilité dans la politique économique de l'Etat. En effet, pour éviter l'instabilité politique, juridique et sociale. L'Etat a adopté une nouvelle stratégie moins dépendante des hydrocarbures. L'Algérie a connu de grandes périodes sensibles, celles qui l'ont poussée à être endetté pour ne pas entrer dans une crise.

Nous allons dans ce chapitre, suivre l'évolution de l'économie algérienne.

Section 01 : l'évolution de l'économie algérienne

1 Période 1981-1991

Entre 1981 et 1985, la croissance économique fut de l'ordre de 5% en moyenne, obtenue avec beaucoup moins de ressource injectée dans l'économie, c'était une croissance de bien meilleur qualité que celle des années 70. Cette croissance s'explique en partie par l'amélioration du taux d'utilisation des capacités de production, qui est passé de 55 à 70%

Mais la mise en œuvre du PAS tout en maintenant les « prix administrés », a été à l'origine :

- D'une surconsommation (donc d'un gaspillage des ressources) ;
- Et du développement du « marché parallèle ».

En 1986, la chute brutale du prix du pétrole, à laquelle s'ajoute celle du dollar, non anticipées par le gouvernement, lequel continuera longtemps à escompter un redressement des cours, exerce un choc sur l'économie. Les exportations baissent de 55,5% en valeur entre 1984 et 1987. A leur suite, et sous le coup de mesures d'austérité, les importations diminuent également de 54%. Rapidement, toute l'économie est paralysée. Les importations, en effet, sont vitales, tant pour le secteur industriel (intrants, biens d'équipement) que pour assurer l'approvisionnement en biens alimentaires de base, médicaments et autres biens de première nécessité.

C'est dans ce contexte que l'Algérie entamera son plan de réforme économique vers la fin des années quatre-vingt, ces réformes que l'on désignera par la suite de « réformes de transition vers l'économie de marché » ; survenues essentiellement en réponse aux évènements d'octobre 1988 et l'avènement du gouvernement des réformateurs.

A la fin de 1988, les réserves en devises de l'Algérie sont descendues à un mois d'importations, sur le plan social, cette situation alarmante a eu des répercussions encore plus dramatique. L'économie est en crise et ne parvient pas à créer suffisamment d'emplois pour

absorber les niveaux arrivés sur le marché du travail ; d'où une explosion dramatique du chômage (surtout celui des jeunes), aussi les secteurs sociaux ont été les premiers à être touchés par les « coupes budgétaires »³⁷.

2 Période 1991-2007

La période 1991 à 2000 est caractérisée par la gestion de la crise, déstructuration du secteur public, un taux de croissance faible du secteur privé et une contrainte par la décennie noire. Le coût social de l'ajustement structurel se fait sentir dans les larges couches de la population (chômage croissant, dévaluation du dinar...). Ces sacrifices aboutiront néanmoins à la stabilisation macroéconomique. Période de faible croissance avec épisodes de récession (croissance du PIB par habitant négative), forte dévaluation du dinar qui a déstructuré un grand nombre d'entreprises.

La politique menée de 1992 à 1994 commence par une remise en cause de la réforme. La loi sur la monnaie et le crédit est révisée (la Banque centrale notamment est remise sous tutelle du gouvernement), le code du commerce modifié et l'ensemble des textes sur l'autonomie de l'entreprise sont revus pour supprimer les fonds de participation et reconstituer les entreprises par branches homogènes comme dans les années 1970. Il est question d'inscrire dans la loi que les entreprises dites « stratégiques » ne seront jamais privatisées tandis que les autres ne pourront être détenues qu'à hauteur de 49% par le capital privé national ou étranger, afin que l'État y reste majoritaire. La décision de retourner à des taux de change multiples se heurte au refus du FMI.

En 1994, en situation de cessation de paiement, le gouvernement demande le rééchelonnement de sa dette extérieure et doit négocier un PAS avec le FMI et la Banque Mondiale (1994-1998). Les discussions acheminent alors sur les questions du secteur public, sa restructuration et sa privatisation, sur le rôle de l'État en tant qu'acteur économique ainsi que sur la libéralisation du commerce extérieur.

Les accords de rééchelonnement conclus avec les Clubs de Paris (1994) et de Londres (1995) apportent 20 à 22 milliards de dollars d'argent frais³⁸ entre 1994 et 1998. En contrepartie, le gouvernement engage l'Algérie auprès de ses créanciers sur un plan d'ajustement structurel comprenant des mesures de stabilisation macro financière (réduction de l'inflation, dévaluation et convertibilité du dinar dans les transactions commerciales avec l'extérieur, libération des prix, libéralisation du commerce extérieur, restauration des équilibres internes et externes) comme préalable à des réformes de structure.

L'évolution des principaux indicateurs économiques de l'année 2006 s'inscrit dans les tendances observées durant la période 2002-2005. La croissance en volume du produit intérieur brut (PIB) hors hydrocarbures gagne 0,6 point de pourcentage, les échanges extérieurs évoluent favorablement et le solde du compte courant enregistre un excédent record, le chômage continue à reculer et l'inflation est contenue à moins de 3 %. Ces évolutions positives ont eu lieu en dépit du ralentissement de la croissance de la

³⁷KELLALA Massinissa, « Essai d'estimation de la fonction de production de l'économie algérienne », Master en sciences économiques, 2020, p41.

³⁸Près du quart de ce montant aurait été alloué à l'armée et aux services de sécurité.

consommation finale et celle de l'investissement. Au cours de la période 2000-2006, l'expansion du PIB en volume et en moyenne annuelle est estimée à 4,8 %. Hors hydrocarbures la croissance atteint même 5,6 %³⁹.

Tableau 1 -Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant (US\$) de l'Année 2000 à l'Année 2006

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Montant du Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant (US\$)	5 500	5 600	5 300	6 000	6 600	7 200	7 600

Source: CIA World Factbook - Version du 01 janvier 2015

3 Période 2008-2014

L'économie algérienne a été directement affectée par la crise financière, enregistrant une nette décélération de sa croissance de 3 % en 2007 à 2,4 % à 2008 puis à 2,1 % en 2009. Le canal de transmission de la crise des « subprimes » n'a pas touché le système financier algérien qui reste sous-développé. Les crédits bancaires aux secteurs public et privé ne représentaient que 24,4 % du PIB en 2008 contre près de 104 % pour la Malaisie, autre économie émergente.

Mais la crise a touché l'économie algérienne à cause de son impact sur le marché des hydrocarbures. En effet, l'effondrement de la demande mondiale a conduit à une chute brutale du prix du pétrole, le prix du baril de Brent passant de 130 \$ en juillet 2008 à 40 \$ fin 2008, et du gaz, dont le prix s'ajuste sur celui du pétrole. Cela a conduit à un recul des exportations algériennes qui dépendaient à plus de 99 % du pétrole et du gaz. Les exportations de l'Algérie ont donc reculé de 78,6 milliards de dollars en 2008 à 44,9 en 2009. De même, les recettes budgétaires de l'État, qui dépendent à près de 79 % des exportations d'hydrocarbures, ont également été affectées par ces mouvements de prix, étant ramenées de 5,1 milliards de dollars en 2008 à 3,8 en 2009⁴⁰.

La croissance du PIB hors hydrocarbures a atteint 9.3% en 2009, soutenue par une excellente récolte de céréales et une bonne performance des secteurs des services et du bâtiment tiré par le programme d'investissement public (PIP). Cependant, une baisse sensible

³⁹ Rapport de la banque d'Algérie.

⁴⁰ Banque d'Algérie, rapport de 2006.

de la production d'hydrocarbures (-6 %) a réduit la croissance globale à environ 2½ %, un taux légèrement inférieur à celui de 2008.

Cette période est marquée par un début de retour à la stabilité financière mondiale après la crise financière de 2008. La demande énergétique mondiale a augmenté, tirée essentiellement par la demande des pays émergents. Or, comme l'offre ne suit pas ; du fait des quotas de production dus aux prix bas et à la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à ses niveaux d'avant la crise, les prix finissent par augmenter en 2010 par rapport à 2009.

4 Période 2014-2020

Tableau 2 - part de la valeur ajoutée par secteur d'activité en 2018

	Agriculture	Hydrocarbures	I. Hors hydro	Commerce	BTP	Transport	Service
va	2426906,9	4640141,6	1127981,6	2349598,7	2254104,9	2139892,3	815926,7
%	15,4	29,45	7,15	14,91	14,3	13,58	5,17

Source : nos calculs à partir des données de l'ONS

Le tableau nous montre la répartition de la valeur ajoutée créée par secteur d'activité en 2018. Nous constatons à partir de ce tableau que l'économie algérienne est orientée vers le secteur agricole et du commerce, ces secteurs sont ceux qui captent la rente générée par le secteur des hydrocarbures.

Suite à la chute vertigineuse des prix du pétrole à partir de la fin d'année 2014, la vulnérabilité de l'économie algérienne n'est plus à démontrer. Le pays est en pleine crise : effondrement de la valeur des exportations et baisse des recettes pétrolières, un très fort déficit budgétaire, une forte baisse du fonds de régulation des recettes, fort déficit de la balance commerciale, l'augmentation de l'inflation, une forte baisse de dinar, une très forte réduction des dépenses en équipement, réduction de la facture d'importation. Les autorités peinent à trouver le remède. Parmi les solutions suggérées; inciter le consommateur à orienter ses choix de consommation vers les produits fabriqués localement ayant pour but de la création de la valeur ajoutée (VA), encourager la création des entreprises créatrices de richesse et d'emploi par une dynamisation des secteurs pouvant renfermer le plus d'effet d'entraînement sur le reste de l'appareil économique; telle que l'industrie, la pétrochimie, l'agriculture, le tourisme, la finance, les nouvelles technologies de l'information et de la communication... etc. La diversification des exportations comme nécessité absolue.

En 2016, l'Algérie a connu une croissance relativement forte, principalement sous l'effet du rétablissement de la production d'hydrocarbures, dont l'impact a plus que compensé le ralentissement de la croissance du PIB hors hydrocarbures. Le produit intérieur brut aurait enregistré une croissance estimée à 3,5 % en 2016, en légère baisse par rapport à 2015. Cette croissance soutenue a bénéficié d'une reprise de la production d'hydrocarbures, qui a augmenté de 6,1 % en 2016, en hausse par rapport à 0,4% en 2015. La croissance hors hydrocarbures s'est ralentie, passant de 5 % en 2015 à 2,9% l'an dernier, sous l'effet du repli

observé dans les secteurs de l'agriculture (en raison de mauvaises conditions climatiques), de l'eau et de l'énergie, et d'autres secteurs. Malgré la baisse brutale des prix pétroliers, qui ont chuté de 100 USD/bbl en 2014 à 46 USD/bbl en 2016, ce ralentissement demeure toutefois modeste. La contribution des exportations à la croissance a augmenté en 2016, tandis que les importations et la consommation des administrations publiques ont apporté une contribution négative à celle-ci.

L'économie algérienne serait particulièrement vulnérable à un déclin continu des prix du pétrole. Tout d'abord, la hausse attendue de la production d'hydrocarbures pourrait dépendre du niveau des prix. Ensuite, un déclin supplémentaire des prix du pétrole alourdirait les déficits jumeaux, ce qui pourrait être cause d'un assainissement des finances publiques plus rigoureux que celui préconisé, et entraînerait donc une révision à la baisse de la croissance⁴¹.

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions importantes sur l'économie algérienne en 2020. Outre ses conséquences néfastes sur le plan sanitaire, la pandémie est venue aggraver d'autres facteurs négatifs, tels que la chute du prix du pétrole, ce qui a plongé l'économie algérienne dans la récession. Le PIB réel a baissé de 4,7 % en 2020, après une très faible croissance de 0,8 % en 2019. Les mesures mises en place pour contenir la COVID-19 ont eu des répercussions sur les secteurs des services et de la construction, qui ont connu de nombreuses suppressions d'emplois. La baisse des recettes d'exportations de pétrole et de gaz a contribué à creuser davantage les déficits publics et externes. Ainsi, le déficit budgétaire a plus que doublé, passant de 5,6 % du PIB en 2019 à 13,6 % en 2020, sous la pression combinée d'une chute des recettes des hydrocarbures qui représentent une large part des recettes publiques, et des dépenses publiques importantes afin d'atténuer les retombées économiques de la crise sanitaire⁴².

Section 02 : Le rôle du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne

Le secteur pétrolier algérien suscite un intérêt particulier depuis sa nationalisation le 24 février 1971, et ce pour son importance contribution à la croissance économique du pays, qui peut se traduire par les statuts suivants :

- La première source de devise représentée par les recettes d'exportations adoptées à
- L'enrichissement en fourniture industrielles et des biens de consommations en plus de couvrir la dette extérieure ;
- La plus importante source d'énergie dans le marché intérieur ;
- Le revenu dominant pour le budget de l'Etat grâce à la fiscalité pétrolière

L'Algérie est un producteur membre de l'OPEP et exportateur de pétrole. Elle a connu divers bouleversements sur ses recettes pétrolières, dus aux multiples changements qui ont frappé le

⁴¹<https://documents1.worldbank.org/curated/en/496761499968921052/pdf/117451-FRENCH-WP-Algeria-Eco-Monitoring-pub-6-22-17web.pdf>

⁴²<https://www.afdb.org/fr/countries/north-africa/algeria/algeria-economic-outlook#:~:text=La%20pand%C3%A9mie%20de%20COVID-19,%C3%A9conomie%20alg%C3%A9rienne%20dans%20la%20r%C3%A9cession>

marché mondial du pétrole. De ce fait, on va diviser l'évolution des revenus pétroliers de l'Algérie sur la base des étapes qu'a traversées le marché pétrolier mondiale.

1 Les revenus du pétrole de l'Algérie quand le prix du pétrole augmente

Cette étape a débuté en 1973, avec une flambée du prix du pétrole à 12 USD/baril après avoir été au niveau de 4USD/baril, ce qui a causé un impact considérable dans l'évolution des revenus algériens du pétrole qui sont arrivés à 3.329 milliards de dollars en 1974, après avoir été estimé à 977 millions de dollars l'année d'avant.

Tableau 3 - les revenus du pétrole algérien (1970-1980) (unité : millions de dollars)

Année	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
les revenus	350	700	977	3239	3265	3699	4254	4254	4589	12500

Source : Ministre de l'énergie et des mines(Algérie)

A partir de ces données, nous constatons que lorsque l'Etat a rationalisé le secteur des hydrocarbures en 1971, ses recettes pétrolières ont augmenté car elles avant le monopole sur sa production de pétrole. En 1973, l'année qui a coïncidé avec la guerre israélo-arabe et qui a conduit à une hausse des prix du pétrole, et par conséquent à une hausse de 23,6% des recettes pétrolières, qui n'a cessé d'augmenter jusqu'en 1979. En raison de la crise de cette année, le pétrole a atteint le prix de 18 dollars le baril. En conséquence, l'Algérie a vu ses revenus pétroliers augmenter de 63.7%, jusqu'à atteindre leur plus haut niveau à 12500 millions de dollars en 1980.

2 Les revenus du pétrole algérien quand les prix du pétrole baissent

L'évolution des prix mondiaux du pétrole après 1982, démontre le commencement d'une période dominée par la chute des prix du pétrole d'année en année. Un effondrement des prix aggravé par la crise de 1986, ou les prix du pétrole ont baissé de 29 USD à 14 USD/baril. Une crise qui a projeté l'Algérie dans une phase d'endettement extérieur considérable (28315 milliards de dinars en 1999), en raison des projets de développement en cours et des investissements énormes non couverts par les recettes pétrolières. L'Etat a publié une charte nationale au cours de la même année, qui visait à établir une nouvelle politique de développement, fondée sur la nécessité de rendre l'industrie le centre d'accumulation, sous la diminution des recettes en devises pour le pétrole et la hausse de la consommation nationale, ce qui a malheureusement abouti à une explosion sociale en 1988.

Cet impact des prix du pétrole, dont la baisse prolongée dans le temps dans un contexte de forte inflation, a été à l'origine d'une baisse progressive des revenus pétroliers, qui s'est prolongé jusqu'en 1994.

Tableau 4 - Les revenus du pétrole algérien 1987-1985 *Unité : milliards de dollars.*
(Courant)

Année	1981	1982	1983	1984	1985
les revenus	10,700	8,500	9,700	9,700	9,200

Source : Ministre de l'énergie et des mines(Algérie)

Tableau 5 - Les revenus du pétrole algérien (1992-1998)

Unité : milliard de dollars. (Courant)

Année	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
les revenus	7,885	6,902	6,335	6,938	9,164	8,800	5,900

Source : Ministre de l'énergie et des mines(Algérie)

Au cours de cette année 1994, les recettes pétrolières ont chuté à 6.335 milliards de dollars ; une baisse due essentiellement à la diminution des prix du pétrole sur le marché mondial, mais notamment à la détérioration de la valeur du dollar face aux autres devises. A partir de 1996, elles ont légèrement en raison d'un prix qui s'est élevé à 21 USD après avoir été à 16 USD/baril en 1995, puis s'est effondré pour réduire les recettes pétrolières de 33%, c'est-à-dire à 5,900 milliards de dollars en 1998, la valeur la plus basse des années 90, ce qui a conduit à un endettement accru.

3 Les revenus du pétrole algérien à partir de 2000

Après l'année 1998, les prix du brut ont repris dans une nouvelle phase haussière sur le marché mondial, jusqu'à porter la contribution des revenus pétroliers dans le budget de l'Etat au seuil des 59%. Ainsi, les revenus ont continué à augmenter en raison de la hausse des recettes des exportations, jusqu'à ce qu'ils atteignent 31,5 milliards de dollars en 2004⁴³.

Ce mouvement d'augmentation des recettes pétrolières a entraîné une réduction de l'endettement extérieur, comme le démontre le tableau qui suit.

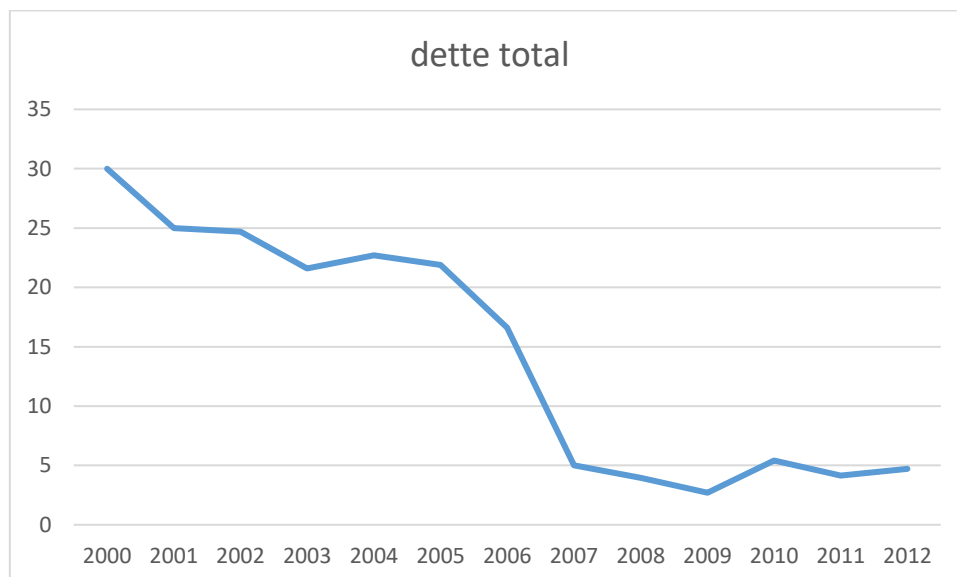
Tableau 6 - L'évolution de l'endettement extérieur en Algérie (2000-2012)

Unité : milliards US\$

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
dette total	30	25	24,7	21,6	22,7	21,9	16,6	5	3,96	2,7	5,41	4,14	4,7

⁴³BOUKAIBA Nassim, AIT HAMMOUDA Hicham « Impact des fluctuations du prix de pétrole sur la politique budgétaire en Algérie », sciences économiques, université de Bejaïa, 2016, p63.

Figure 2 - Dette total :



Source : élaboré par nous même à partir du tableau N05

Le tableau nous montre que la priorité de l'Etat durant les années 2000 est de réduire la charge de sa dette extérieure, qui est passée de 30 milliards de dollars en 2000 à 4.7 milliards de dollars en 2012. Cette réduction du poids de l'endettement international s'est faite par le biais de ses recettes pétrolières, résultant du volume colossal des exportations de pétrole réalisé grâce au prix élevé du pétrole sur le marché mondial à cette même période.

Conclusion

L'économie algérienne, malgré les tentatives de redressement et de diversification reste une économie dominée et fragilisée par son caractère rentier.

La rente provient de la différence entre le cout d'extraction des hydrocarbures et leur prix sur les marchés mondiaux.

Le boom du secteur pétrolier a condamné le développement du secteur manufacturier, malgré une performance très satisfaisante durant la période de la planification centralisée, le secteur industriel a connu un déclin en termes de valeur ajoutée suite à la succession des chocs pétroliers, ce qui a favorisé l'émergence des secteurs des services, du commerce, du bâtiment et des travaux publics, qui, soutenu par une dépense publique extensive en faveur de l'habitat, est considéré un moteur de création de richesse avec une contribution à hauteur de 15% de valeur ajoutée en 2018.

Les plans de relance et de soutien à l'économie malgré des effets notables en termes de croissance, n'arrive pas à défaire l'économie algérienne de sa dépendance vis à vis du secteur pétrolier.

Chapitre 4: L'analyse macroéconomique sur l'impact de la croissance économique sur la dette publique en Algérie.

Chapitre 4: L'analyse macroéconomique sur l'impact de la croissance économique sur la dette publique en Algérie.

L'Algérie s'est engagée, dès la fin des années 80 et le début des années 90 dans un processus de réformes visant à libéraliser son économie. Ce choix a été confirmé en 1994 avec l'adoption du PAS et ultérieurement à partir de la fin des années 90, avec la relance des négociations pour l'accèsion à l'OMC et la signature en 2002 de l'accord d'association avec l'EU. Ces réformes avaient pour but d'éliminer les distorsions provenant d'un alourdissement de la dette.

En effet, dès la fin des années 80, l'Algérie se trouve étranglé financièrement et son appareil industriel entama une récession qui perdure d'ailleurs jusqu'à présent. En effet, la dette extérieure a été à l'origine de la récession économique de l'Algérie. Cette récession à engendré les tensions sociales à l'instabilité politique.

Le présent chapitre est consacré à l'étude de la crise de la dette algérienne, son traitement par les pouvoirs publics et ses conséquences sur la croissance économique algérienne.

Section 01 : Evolution de l'encours de la dette Algérienne

L'Algérie a connu une crise d'endettement public grave. Elle est le résultat de la pétrolisation de l'économie et de l'endettement industrialisant, deux facettes du modèle Petro-exportateur. Ses répercussions économiques, social, et étaient néfastes.

Dans le cadre de cette section, il sera question de retracer l'évolution de l'encours de la dette publique algérienne.

Pour analyser la dette algérienne, nous allons distinguer quatre (4) grandes périodes recouvrant chacune une décennie. Dans chaque période nous allons analyser l'évolution de la dette et son service en valeur.

1 Evolution de la dette durant la décennie 70

Au début des années 70, les financements avaient une nature commerciale et ils étaient accordés par les pays qui fournissent des équipements et services à l'Algérie. « Le premier emprunt sur le marché international des capitaux est mobilisé en 1974⁴⁴ », au moment du choc pétrolier qui a procuré des recettes consistantes au pays.

Les mobilisations de crédits extérieurs augmentent sensiblement durant les années suivantes.

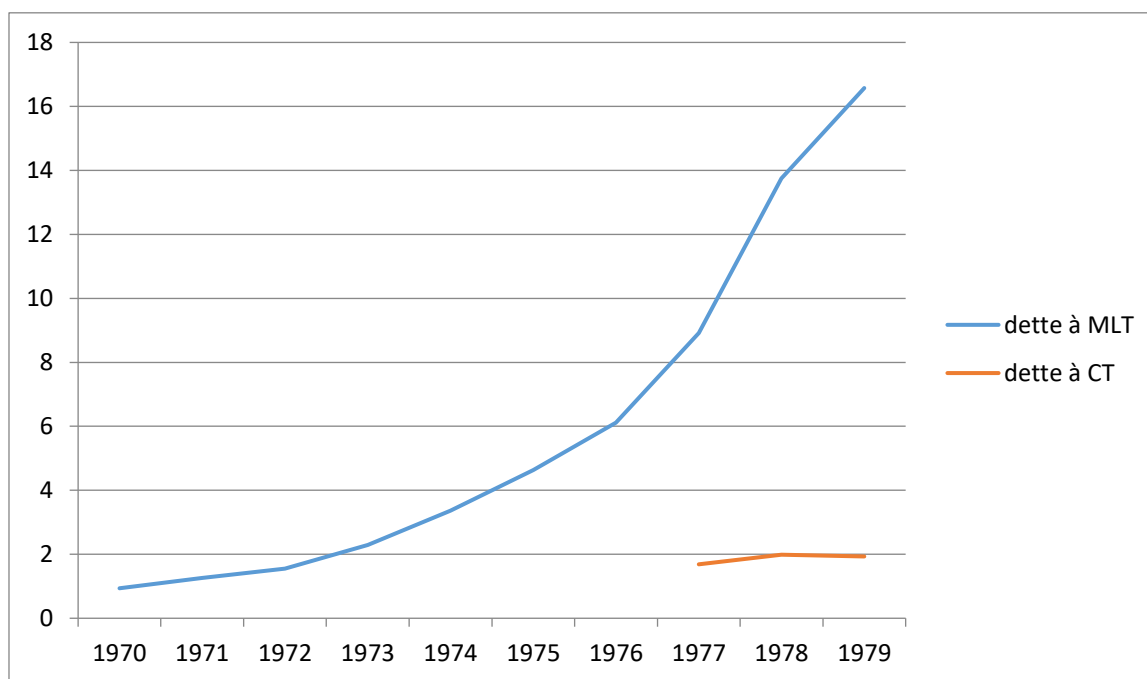
⁴⁴ BOUDJENAH. Yasmine, op.cit. P.33

Tableau 7 - Evolution de la dette extérieure 1970-1979 (en milliard de dollars)

Année	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Dette à moyen et long terme	0.937	1.261	1.550	2.291	3.366	4.633	6.114	8.914	1.3750	16.574
Dette à court terme	–	–	–	–	–	–	–	1.686	1.986	1.933
Total	0.937	1.261	1.550	2.291	3.366	4.633	6.114	10.600	15.735	18.507

Source : Banque d'Algérie.

Figure 3 - Evolution de la dette extérieure (en milliard de dollar)



L'Algérie s'est endettée à un rythme montant beaucoup plus important que ceux d'autres pays. Le taux d'accroissement annuel de la dette algérienne est de 49,55 %. Ainsi la dette passe de 937 million de dollars en 1970 à 18,507 milliards de dollars 1979.

Jusqu'à 1976, l'Algérie n'a contacté que des dettes à moyen et long terme (DMLT), explique la facilité des finances mondiale durant cette décennie et la confiance des bailleurs de fond, et elle a fait recours aux prêts à court terme qu'à partir de 1977 et pour de faibles montants (10 % de l'ensemble de la dette en 1979).

En 1979, le ratio de la dette/ PIB s'élève à 50 % le ratio en cours de la dette/ recette d'exportation est de 276 % et le ratio service de la dette/ exportation est de 29 % après qu'il eut

était de 4.4% en 1970. Les crédits gouvernementaux qui représentaient 50 % de la totalité des dettes en 1970, avaient été rapidement remplacés par les crédits privés.

2 Evolution de la dette durant la décennie 80

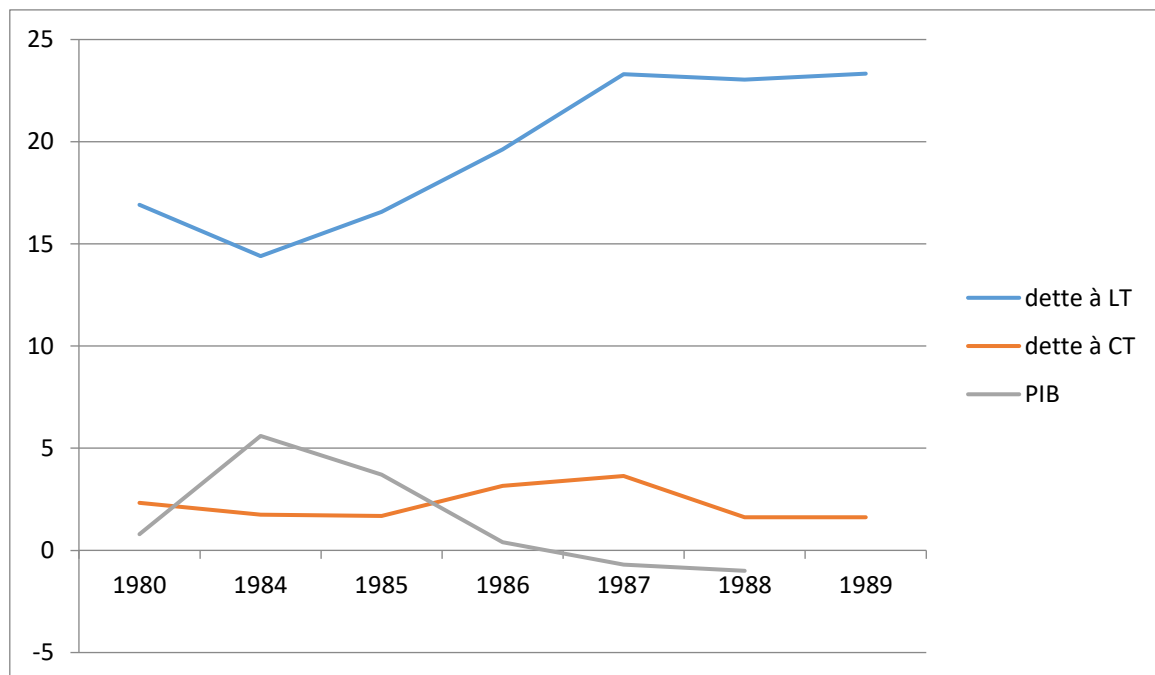
La seconde étape est marquée par une politique de désendettement externe (1980-1985), correspond à la réduction du rythme des investissements. Le montant de l'encours de la dette recule de 21 % entre 1980 et 1984 passant de 19,23 à 16,16 milliards de dollars. En revanche, le service de la dette dépasse dès 1984, 35 % de la valeur des exportations de biens et services.

Tableau 8 - Evolution de la dette extérieure et la croissance économique 1980-1989 (en %)

Année	1980	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Dettes à long terme	16.91	14.40	16.57	19.62	23.3	23.04	23.33
Dettes à court terme	2.32	1.75	1.68	3.15	3.64	1.62	1.62
Croissance économique PIB	0.79	5.6	3.7	0.4	-0.7	-1	-4.4

Source : World Debt table, 1998.

Figure 4 - Evolution de la dette extérieure et la croissance économique (en%)



L'appréciation de la valeur du dollar la mobilisation de nouveaux crédits à engendré une augmentation du stock de la dette extérieure. En effet, il passe de 18,44 milliards de dollars en 1985 et de 77 milliards de dollars en 1986 à 26,94 milliards de dollars en 1987.

Au cours des années 80, nous constatons que la courbe d'évolution du PIB ressemble à une vague, commençons par une évolution positive qui a atteint un taux de 5.6% jusqu'à 1985. A partir de cette année, ça remet en cause l'idée selon laquelle la croissance économique s'est inversée, Ainsi ces données montrent que les cycles économiques ne correspondent pas tout à fait aux cycles politiques. Au cours de la période 1985-1994, une partie de la croissance économique a été gommée par les effets d'une crise profonde de ressources financière. D'ailleurs comme on remarque sur le graph précédent que la dette ne cessait d'augmenter ce qui a entraîné un taux de croissance négatif sur neuf ans.

La DMLT libellées et plus importante que celle libellée en d'autres monnaies, cependant, elle ne représentait qu'environ 40% du total donc une partie inférieure à celle libellée dans l'ensemble des autres monnaies. C'est ainsi qu'une appréciation du dollar engendre une augmentation de stocks du dollars (tableau N03).

Tableau 9 - La décomposition de la DLMT entre 1980 et 1989 (en %)

Année	1980	1984	1985	1986	1987	1988	1989
USD	42	45	37	34	32	37	38
FRF	11	13	17	17	17	15	15
YEN	13	14	17	20	21	19	16
DM	10	6	5	5	7	7	9
AUTRE	24	22	23	24	23	22	22

Source : Banque Mondiale, 1999.

Après la chute des prix mondiaux du pétrole en 1986, les partenaires financiers de l'Algérie émettraient des doutes sur sa solvabilité, c'est pourquoi des crédits à long terme stagne et à partir de 1997 et que l'Algérie commence à solliciter des crédits commerciaux dont les délais de remboursement ne dépassent pas 3 ans (tableau N04)

Tableau 10 - Structure de la dette à partir de 1984 en %

Année	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Crédits commerciaux	5.9	7.0	7.6	9.7	9.3	10.1
Crédits financiers	3.9	4.2	5.8	6.5	6.1	5.4

Source : Banque d'Algérie, 1999.

Le recours aux crédits à court terme a pour effet d'engendrer un accroissement sensible des délais de remboursement. C'est ainsi que le service de la dette a connu un gonflement immédiat et brutal (tableau n 11)

Tableau 11 - Service de la dette extérieure (en millions de dollars)

Année	1980	1982	1984	1986	1988	1989
Service de la dette	3.854	4268	4521	4641	6343	7357
dont :						
-Remboursements	2460	2897	3326	3216	4534	5434
-Paiement d'intérêts	1394	1371	1295	1425	1809	1874

Source : Hocine BENISSAD : la réforme économique en Algérie, (Ou l'indicible ajustement structurel) 2eme édition, Alger, OPU, 1991.

L'application des conditions de prêts de plus en plus coûteuses⁴⁵ et la réduction sensible des délais de remboursement, ont engendré un alourdissement du remboursement et le paiement des intérêts. En effet, le montant de l'amortissement de la dette passe de 3216 million de dollars en 1986 à 5483 million de dollar en 1989 et le paiement des intérêts passe de 1425 million de dollars en 1986 à 1874 million de dollars en 1989. C'est ainsi que le service de la dette passe de 4641 million de dollar en 1986 à environ 7357 million de dollar en 1989 comment Jean le pays dans une crise de solvabilité et de liquidité (tableau n12).

Tableau 12 - Indicateur de solvabilité et de liquidité entre 1980 et 1989

Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Dette/exportation	130	118	119	117	114	130	248.1	263.7	281.1	238.3
Dette/PIB	47	43	40	34	31	32	39.3	40.3	45.7	43.7
Service										
Dette / Exportations	27	28	31	34	37	36	54.82	54.5	87.16	75.25
Réserves de changes (en mois d'importation)	6	5	4	4	3	4	4	2.3	1.4	0.7

⁴⁵ Les taux d'intérêts moyens se sont accrus

Source : Banque d'Algérie : rapport sur la dette extérieure.1992 et Banque Mondiale 1999.

La crise de solvabilité s'est accentuée d'une année à une autre comme le montre le ratio encours de la dette/exportations annuelles qui a augmenté progressivement depuis 1984 pour atteindre 281,1 % en 1988⁴⁶ et le ratio en cours de la dette/ PIB qui s'est établi au-dessus de 40 % à partir de 1987.

La crise de liquidité quant à elle s'est manifestée dans la part grandissante des exportations destinée au paiement du service de la dette. On a dépassé les 50 % à partir de 1986, et atteint 87,16 %, en 1988. Elle s'exprime aussi par la baisse des réserves de change qui passe de 2,3 mois l'importation en 1996 à moins d'un mois en 1989.

3 Evolution de la dette durant la décennie 90

Le tableau N 07 montre la baisse de l'encours de la dette à court et à moyen terme. Ceci s'explique par le fait que l'Algérie n'arrive pas à mobiliser des crédits, d'une part en raison de l'arrêt des négociations avec le FMI et d'autre part, la hausse des taux d'intérêt pratiqués sur le marché financier international a rendu l'accès difficile.

Tableau 13 - Evolution de la dette extérieure 1990-1999 (en millions de dollars)

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Dette à moyen et long terme	26.588	26.636	25.886	25.024	28.850	31.317	33.230	31.060	30.261	28.140
Dette à court terme	1791	1239	792	700	636	256	421	162	212	175
Total	28.379	27.875	26.678	25.724	29.486	31.573	33.651	31.222	30.473	28.315

Source : Banque d'Algérie,2000.

L'évolution de ratio en cours de la dette /PIB s'explique par l'accroissement de l'encours découlant de l'inclusion dans ces dernières échéances rééchelonnées en 1994 et par l'évolution du PIB exprimé en dollar à la baisse de l'ajustement du taux de change 10 dinars. Le ratio en cours de la dette/ PIB est passé de 56,1 % en 1993 à 69,9 % en 1994 et 76,1 % en 1995. Le ratio service de la dette/ exportation est tombée de 47,5 % en 1998à 39,05 % fin 1999.

⁴⁶ L'augmentation des exportations en 1989 l'a ramené à 238.3%

4 Les recettes budgétaires en Algérie

En 2018, les recettes budgétaires totales s'établissent à 6 751,4 milliards de dinars contre 6 047,9 milliards de dinars en 2017, en hausse de près de 11,6 % (+ 703,5 milliards de dinars). Cette hausse des recettes budgétaires résulte principalement de l'augmentation de la fiscalité sur les hydrocarbures (+ 710,1 milliards de dinars) et partiellement de la hausse des dividendes de la Banque d'Algérie (+80 milliards de dinars) ; les recettes hors hydrocarbures ayant très légèrement diminué (6,6 milliards de dinars). Rapportées au PIB, les recettes totales ont très légèrement augmenté en 2018 à 33,2 % du flux annuel de richesse produite (32,5 % en 2017), soit un ratio identique à celui de 2014 (33,2 %) lorsque le prix moyen du baril de pétrole s'élevait à près de 100 dollars. Quant au ratio recettes hors hydrocarbures sur PIB hors hydrocarbures, il baisse légèrement en 2018 à 24,2 % contre 25,9 % en 2017. Pour mémoire, ce dernier ratio a augmenté de 20,1 % en 2015 à 23,2 % en 2016 puis à 25,9 % en 2017. Ces hausses résultent entièrement des recettes non fiscales constituées de dividendes exceptionnelles de la Banque d'Algérie et non d'une amélioration du recouvrement de la fiscalité hors hydrocarbures.

La poursuite du raffermissement du prix moyen du pétrole en 2018, s'est traduite par une hausse des recettes des hydrocarbures de 32,6 %, qui s'établissent à 2 887,1 milliards de dinars contre 2 177,0 milliards de dinars en 2017 et ce, en dépit de la baisse, en volume, de la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures de 6,4 % (-2,4 % en 2017). Rapportés aux recettes budgétaires totales, les recettes des hydrocarbures sont remontées à 42,8 % en 2018 contre 36,0 % en 2017. Il en est de même du ratio de couverture des dépenses totales par les recettes des hydrocarbures, qui augmente à 37,4 % en 2018 contre 29,9 % en 2017. Le même constat peut être fait en ce qui concerne la couverture des dépenses courantes et en capital.

Il est utile de rappeler qu'en la matière, ces taux de couverture des dépenses totales et courantes étaient beaucoup plus faibles durant les années antérieures à 2016, respectivement de 35,7 % et 59,1 % en 2015 ; ils ne se sont élevés qu'après que les dépréciations du dinar en 2015 et 2016 face au dollar et à l'euro, ne se traduisent par d'importants gains de change et in fine en dividendes exceptionnels versés par la Banque d'Algérie au Trésor public (recettes non fiscales). En dépit d'une croissance économique hors hydrocarbures (en volume) de 3,3 %, les recettes fiscales (hors hydrocarbures) ont quasiment stagné (+0,7 %) à hauteur de 2 648,5 milliards de dinars (2 630,0 milliards en 2017).

Tableau 14 - Evolution de la structure des recettes fiscales (en % des recettes fiscales totales)

	2002	2007	2012	2014	2015	2016	2017	2018
Impôts sur revenus et bénéfiques	23.2	33.7	44.8	42.1	43.9	44.7	45.9	44.7
Impôts sur biens et services	46.3	45.3	37.5	36.7	35.0	35.8	36.8	40.2
Droits de douane	26.6	17.4	14.6	17.7	17.5	15.7	13.9	11.8

L'évolution des structures des impôts sur les revenus et bénéfiques et des impôts sur les biens et services, révèle la prédominance de la part des impôts sur les salaires (IRG) dans la fiscalité directe d'une part et des prélèvements et TVA sur les importations dans la fiscalité indirecte. La tendance à la hausse du poids des impôts sur les salaires dans les impôts directs,

qui se confirme en 2018, et la part plus élevée de la TVA et autres taxes sur les importations dans la fiscalité indirecte, reflètent la prédominance des prélèvements à la source, nettement plus aisés à recouvrer que les impôts sur les bénéfices et la TVA sur les activités intérieures. Cela contraste fortement avec l'importance de leurs assiettes respectives (excédents nets d'exploitation des sociétés et valeur ajoutée de la sphère réelle hors hydrocarbures) et indique clairement l'urgence d'une politique déterminée de réformes dans la sphère fiscale pour améliorer le recouvrement de ce type d'impôts.

5 Les dépenses budgétaires en Algérie (2018)

Après avoir reculé de 4,7 % en 2016 dans le cadre d'une politique de consolidation budgétaire devant aboutir à un quasi équilibre budgétaire en 2019 mais abandonnée depuis, les dépenses budgétaires totales se sont stabilisées en 2017 pour augmenter de 6,1 % en 2018. En montants, elles s'établissent à 7 726,3 milliards de dinars contre 7 282,7 milliards de dinars en 2017.

Cette hausse des dépenses totales, résulte intégralement de la forte progression des dépenses en capital (18,1 %). Rapportées au PIB, les dépenses totales ont légèrement diminué, en 2018, à 38,0 % contre 39,2 % en 2017. En revanche, les dépenses totales rapportées au PIB hors hydrocarbures, se sont stabilisées à hauteur de 48,3 % contre 48,8 % en 2017 et 50,7 % en 2016. Les dépenses de fonctionnement effectivement décaissées, se sont établies à 4 648,3 milliards de dinars, soit un niveau très légèrement supérieur aux dépenses budgétisées dans la loi de finances pour 2018 (4 584,5 milliards). En revanche, les dépenses en capital (3 078,0 milliards de dinars), n'ont représenté que 76,1 % des dépenses budgétisées (4 043,3 milliards).

Dans les faits, les dépenses d'équipement décaissées (2 549,4 milliards de dinars), ont largement dépassé les dépenses budgétisées (2 175,0 milliards), tandis que les opérations en capital (bonification taux d'intérêt, contribution à la CNAS, arriérés de paiement ...) décaissées, ont été en deçà de celles budgétisées, respectivement à hauteur de 528,6 milliards de dinars et 1 868,3 milliards de dinars. En 2018, les dépenses courantes se sont quasiment stabilisées à hauteur de 4 648,3 milliards de dinars contre 4 677,2 milliards en 2017. Dans le détail, les dépenses de personnel, les pensions des moudjahidine, ainsi que les subventions aux hôpitaux et aux établissements publics à caractère administratif (EPA) et les intérêts de la dette publique, ont légèrement diminué alors que les transferts courants ont augmenté de 13,8 % pour atteindre 1 144,4 milliards de dinars. En ce qui concerne les dépenses en capital⁴⁷, après avoir fortement baissé en 2016 (-10,8 %) et plus modérément en 2017 (-3,9 %), elles ont de nouveau augmenté en 2018 pour atteindre 3 078,0 milliards de dinars (+18,1 %).

⁴⁷Les dépenses en capital sont constituées des dépenses d'équipement (investissement) et des opérations en capital (dotations aux comptes d'affectation spéciale, bonification des taux d'intérêt, paiement des arriérés, contribution au budget de la CNAS)

Section 02 : L'évolution de la dette publique et son impact sur les principaux indicateurs économiques

La situation économique algérienne a connu une amélioration durant la période actuelle. En effet, le PIB, l'emploi, le taux de chômage, la dette extérieure, les importations et exportations et le taux de change ont enregistré des évolutions favorables depuis 2000.

1 Produit intérieur brut (PIB)

L'économie algérienne a progressé de 2,6% en 2011, tirée par les dépenses publiques, en particulier dans le secteur de la construction et des travaux publics, et par la demande intérieure croissante.

Le PIB par habitant quant à lui a connu une augmentation considérable. En effet, il est passé de 5345 dollars en 2000, à 8655 dollar en 2011

Tableau 15 - Evolution du PIB par habitant 2000-2011 (en milliards de dollar)

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Montant du PIB par habitant en dollar US	5395	5579	5849	6290	6702	7169	7434	7759	7998	8174	8379	8655

Source : Banque Mondiale 2013

2 Le taux du chômage

Le chômage touche surtout les jeunes, avec un taux de 21,5% pour les 15- 24 ans. Les dispositifs en valeur de l'emploi contribuent à atténuer le problème, mais des mesures sont nécessaires pour redresser l'offre d'emplois. Comme nous le montre le tableau suivant il y a une baisse tendancielle du chômage durant les décennies 2000 qui est passé de 34 % en 2001 à seulement et à 10 % en 2011.

Tableau 16 - Evolution du taux de chômage 2001-2011 (en%)

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de chômage (%)	34	31	26.2	25.4	17.1	15.7	11.8	12.5	10.2	9.9	10

Source : CIA World Factbook,2011.

L'Algérie est amené à relever quelques défis comme la nécessité de diversifier l'économie oui, renforcer les réformes politiques, économiques et financières, améliorer le climat des affaires et réduire les inégalités sociales entre les régions afin de créer une dynamique susceptibles de réduire le taux de chômage

3 Taux de change

Le taux de change de la monnaie locale s'est apprécié durant la période 2000-2018, il s'échangeait à 75,26 dinars/ 1 dollar en 2000 c'est seulement 64,57 dinars/ 1 dollar en 2008. à partir de 2008, le dinar algérien se déprécie pour s'échanger à raison de 77,55 dinars/ 1dollar en 2012

Tableau 17 - Taux de change de la monnaie locale (en dollar américain)

Année	2000	2005	2008	2009	2010	2011	2012
Taux de change de la monnaie locale en US	75.26	73.28	64.57	72.65	74.40	72.85	77.55

Source : Banque d'Algérie, mars 2013.

4 La dette extérieure

L'Algérie a achevé le remboursement anticipé de la totalité de sa dette rééchelonnée. En effet, des accords ont été signés sur le remboursement par anticipation. L'Algérie a clos tout le processus de remboursement anticipé pour un montant global de 7,75 milliards de dollars.

L'Algérie avait également remboursé par anticipation sa dette rééchelonnée avec le club de Londres pour un montant de 800 millions de dollars. L'encours de la dette extérieure est passé de plus de 33 milliards de dollars en 1996 à moins de 5 milliards de dollars en 2007 et à seulement 3,63 en 2012.

Tableau 18 - Evolution de la dette extérieure algérienne (en milliards de dollar)

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Montant de la dette	30	25	24.7	21.6	22.71	21.9	19.45	5.00	3.96	2.70	5.56	4.40	3.63

Source : CIA World Factbook, 2012 par la Banque d'Algérie

La Banque mondiale a classé l'Algérie au titre du pays le moins MDT des 20 pays de la région MENA pour l'année 2012. En effet, le montant de la dette ne dépassait pas les 4 millions de dollars durant cette année.

5 Les importations et Exportations

Le montant des importations et des exportations a enregistré une augmentation continue, durant la période 2002 à 2008. Ils passent respectivement de 10.6 milliards de dollars en 2002 à 39,16 milliards de dollars, est de 19,5 milliards de dollars en 2008 et de 43,69 milliards de dollars en 2012. C'est ainsi que la balance commerciale enregistre des excédents importants.

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Montant des importations (milliards de dollar)	10.6	10.6	12.42	15.25	22.53	27.6	39.16	39.1	37.07
Montant des Exportations (milliards de dollar)	19.5	19.5	24.96	32.16	49.59	55.6	78.23	43.69	52.66

Source : CIA World Factbook,2011.

En 2010, le montant global des importations a été évalué à 37, 0,7 milliards de dollars soit une baisse de 2,34 % par rapport à l'année 2009 où il a été de 39,1 milliards de dollars oui, et le montant des exportations s'élève à 52,66 milliards de dollars contre 43,69 milliards de dollars en 2009.

6 Taux d'inflation

Après la période d'ajustement, l'Algérie a connu une longue période d'inflation modéré (moins de 5 %). Cependant, le taux d'inflation a dépassé ce seuil en 2009 (5,74 pourcents) suite à l'envolée des prix des produits de base sur le marché international. L'inflation importé s'est ainsi conjuguée avec le phénomène d'inflation endogène.

Tableau 19 - Evolution du taux d'inflation (indice des prix à la consommation) (en%)

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'inflation	2	3	3	3.5	3.1	3.9	3	3.5	4.5	5.7	5	4.5

Source : CIA World Factbook,2011

L'année 2011 été marquée par une baisse des prix intérieurs de certains produits de base, le taux d'inflation est ainsi ramené à 4.5% en 2011.

Conclusion

L'Algérie a connu une grave crise de la dette et les mesures de lutte contre la crise n'ont fait qu'accentuer la récession économique en Algérie. En effet, malgré le rétablissement de certains équilibres macro-économiques la situation économique et sociale s'est détériorée fortement et reste marquée par un accroissement du chômage, la fermeture d'un nombre de plus en plus grand d'entreprise et une baisse importante du pouvoir d'achat de la majorité de la population.

A partir de l'année 2000, l'Algérie a pu rembourser sa dette suite à une augmentation des prix du pétrole. Ce dernier est un facteur exogène à l'économie algérienne, car il échappe au contrôle des autorités.

L'Algérie est structurellement dépendante de la variation des prix des hydrocarbures et de la valeur du dollar américain, ainsi l'Algérie devrait chercher à diversifier ses exportations et cela passe nécessairement par le renforcement du système bancaire pour assurer du financement aux PME/PMI.

Conclusion générale

Tout au long de notre travail, nous avons essayé de montrer quels sont les incidences de la croissance économique sur la dette publique en Algérie. Ce travail permet d'expliquer comment la croissance économique peut influencer ou non la dette publique.

La croissance économique est un phénomène de longue période, elle est différente de l'expansion, terme qui est utilisé dans l'analyse des fluctuations et des cycles. La théorie néoclassique a montré la possibilité d'une croissance équilibrée, la théorie rocardienne montre qu'aucune analyse de la répartition du revenu ne peut reposer sur une analyse en termes de productivité marginale des facteurs.

Nous avons ensuite expliqué la notion de la dette publique, qui est un moyen pour gérer le déficit budgétaire. Nous avons détaillé les causes, l'importance et les conséquences de cette dernière avant d'énumérer quelque mesure utilisés pour s'en débarrasser.

Aussi on a montré que l'économie algérienne souffre de sa dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière. Elle est dominée par son caractère mono-exportateur et n'arrive pas à créer un tissu industriel capable de satisfaire la demande croissante de la population en termes de création d'emploi et de biens de consommation. La hausse des prix de pétrole a favorisé l'accentuation de l'activité d'importation et a poussé à l'abandon du secteur productif qui reste toujours sous-capitalisé, et a favorisé le développement du secteur des biens non échangeables :services, BTPH.

Depuis des années, le taux de croissance de l'économie algérienne stagne à un très faible niveau .À l'origine, le pays a connu une période de performances raisonnables 1980-1985 ; la croissance du PIB était alors en moyenne de 4,7%.

Les années 90 marqués par une croissance économique négative liée essentiellement à une dette extérieure de plus de 34milliards de dollars, une chute dramatique des prix du cours du pétrole, et une obligation de mis en œuvre des résultats des négociations de rééchelonnement de la dette extérieure avec les institutions financières internationale.

Etant dans un monde avec un système absolu d'économie d'endettement, nous sommes parvenus à des situations inquiétantes des dettes publiques face à la détérioration des finances publiques. Ce sujet est devenu un centre d'étude dans le monde actuel parce que l'accroissement de la dette publique était assimilé à un départ vers la croissance économique.

D'une part le défi des gouvernements pour ce qui concernent les finances publiques est que lors d'élaboration du budget annuel il peut y avoir un solde négatif c'est à dire la somme des dépenses soit supérieure à la somme des ressources dont il dispose.

D'autre part les évènements conjoncturels tels que les crises, provoquent aussi la détérioration de finances publique et face à ce défi les Etas contractent les emprunts à travers l'émission des obligations sur le marché. Cette initiative est pour relancer l'économie dire provoquer une évolution positive du PIB.

La question que se posent et qui renvoie à notre problématique s'intéresse à la croissance économique et ses conséquences sur la dette publique particulièrement en Algérie.

Ce travail a permis de montrer la vulnérabilité de la croissance économique aux fluctuations du prix du pétrole et leur impact sur la dette publique. Les résultats de notre analyse concluent sur le fait que :

- L'instabilité du prix du pétrole infecte réellement la croissance économique, cet impact s'explique par la forte dépendance de l'économie vis-à-vis des recettes issues des exportations des hydrocarbures.
- Il faut stimuler la croissance en promouvant une bonne gestion macroéconomique, en créant un cadre attractif aux investissements privés (internes et externes).
- La baisse de la croissance économique provoque une augmentation de la dette publique.
- Améliorer la prévisibilité des flux de la dette, cela favoriserait une meilleure politique de dépenses à long terme.
- Il faut accroître le volume des exportations hors hydrocarbures pour renforcer les capacités de paiement et disposer les ressources supplémentaires.

On a constaté pendant la réalisation de notre travail, que la croissance économique est liée aux hydrocarbures, et le fait que l'économie algérienne en dépende cela affecte la croissance du pays, et l'Etat se retourne vers la dette publique pour faire face.

Nous avons aussi vu les conséquences que pose la dette publique. Néanmoins nous avons remarqué des conséquences directes négatives telles que son remboursement existe des politiques d'austérité qui pèsent sur la société et les investisseurs freinant l'investissement et donc la croissance économique.

Bibliographie

Thèses et mémoires

- BENCHALLAL Karima, DAOUD Nadia « l'impact de dette extérieure sur la croissance économique cas de l'Algérie (1980à2010) » sciences économiques, université de Bejaia, 2013.
- BENAHMED Kafia, « Essai d'analyse de la relation entre l'assurance et la croissance économique en Algérie », 196F, thèse de Magister, science économique, université de Bejaia, 2014.
- ABBES Fayçal, BENCHALAL Ameer, « L'impact de la chute des prix du pétrole sur la croissance économique en Algérie » science économique, université de Bejaia, 2017.
- COULIBALY Abba Cheick, MWAMBIRA Gracious Lusayo « L'analyse de l'impact de la dette publique sur la croissance économique : Cas de la zone euro » UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU, 2019.
- MESSAOUDI Mohand Salah, AGUIAR Fernando Diogo, « Essai d'analyse de l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique en Algérie (1980-2018) »,2020.
- TANI, Yamna Achour. « Analyse de la politique économique algérienne ». Université Abou bekr Belkaid, Thèse de doctorat, 2013.
- KELLALA Massinissa, « Essai d'estimation de la fonction de production de l'économie algérienne », Master en sciences économiques, 2020.
- TEBRI Sabiha et ZAIDI Assia, « l'impact de la variation des prix du pétrole sur la croissance économique en Algérie », thèse de master, science économique, université de Bejaia, 2015
- BOUKAIBA Nassim, AIT HAMMOUDA Hicham « Impact des fluctuations du prix de pétrole sur la politique budgétaire en Algérie », sciences économiques, université de Bejaia, 2016.

Ouvrages

- ALBERT Jean-Luc et al : « Finances publiques », 5ème édition Dalloz, Lyon, 2007.
- BEITONE Alain, DOLLO Christine, CAZORLA Antoine et DARI Anne-Marry, « dictionnaire des sciences économiques ». 2ème édition, Armand colin, paris, 2007
- BERNARD Bernier, YVES Simon, « Initiation à la macroéconomie », 9ème édition.
- SILEM.A, « Encyclopédie de l'économie et de gestion », Hachette 1991.
- FLORENCE Huart, « économie des finances publiques », Dunod, paris, 2012.

Sites internet

www.banquemondiale.org

www.bank-of-Algeria.dz

www.imf.org

www.mémoireonline.com

www.ons.dz

<https://www.afdb.org/fr/countries/north-africa/algeria/algeria-economic-outlook#:~:text=La%20pand%C3%A9mie%20de%20COVID%2D19,%C3%A9conomie%20alg%C3%A9rienne%20dans%20la%20r%C3%A9cession.> **Consulté le 06/07/2021**

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/496761499968921052/pdf/117451-FRENCH-WP-Algeria-Eco-Monitoring-pub-6-22-17web.pdf> **.consulté le 06/07 /2021**

Liste des figures

Figure 1- Taux d'évolution du produit intérieur brut (PIB) réel de l'Algérie par rapport à l'année précédente entre 2014 et 2024	7
Figure 2 - Dette total :	39
Figure 3 - Evolution de la dette extérieure (en milliard de dollar)	43
Figure 4 - Evolution de la dette extérieure et la croissance économique (en%)	44

Liste des tableaux

Tableau 1 - Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant (US\$) de l'Année 2000 à l'Année 2006...	34
Tableau 2 - part de la valeur ajoutée par secteur d'activité en 2018	35
Tableau 3 - les revenus du pétrole algérien (1970-1980) (unité : millions de dollars)	37
Tableau 4 - Les revenus du pétrole algérien 1987-1985	38
Tableau 5 - Les revenus du pétrole algérien (1992-1998)	38
Tableau 6 - L'évolution de l'endettement extérieur en Algérie (2000-2012).....	38
Tableau 7 - Evolution de la dette extérieure 1970-1979 (en milliard de dollars).....	43
Tableau 8 - Evolution de la dette extérieure et la croissance économique 1980-1989 (en %)	44
Tableau 9 - La décomposition de la DLMT entre 1980 et 1989 (en %).....	45
Tableau 10 - Structure de la dette à partir de 1984 en %.....	45
Tableau 11 - Service de la dette extérieure (en millions de dollars).....	46
Tableau 12 - Indicateur de solvabilité et de liquidité entre 1980 et 1989	46
Tableau 13 - Evolution de la dette extérieure 1990-1999 (en millions de dollars)	47
Tableau 14 - Evolution de la structure des recettes fiscales (en % des recettes fiscales totales) ..	48
Tableau 15 - Evolution du PIB par habitant 2000-2011 (en milliards de dollar)	50
Tableau 16 - Evolution du taux de chômage 2001-2011 (en%)	50
Tableau 17 - Taux de change de la monnaie locale (en dollar américain).....	51
Tableau 18 - Evolution de la dette extérieure algérienne (en milliards de dollar)	51
Tableau 19 - Evolution du taux d'inflation (indice des prix à la consommation) (en%)	52

Table des matières

Introduction générale.....	1
Chapitre 01 : Généralités sur la croissance économique	4
1 Définition de la croissance économique	4
2 Les types de croissance économique	4
2.1 La croissance extensive :	4
2.2 La croissance intensive :	4
2.3 La croissance potentielle :	5
2.4 La croissance équilibrée	5
2.5 La croissance « zéro »	5
2.6 La croissance exponentielle	5
3 Mesure et facteurs de la croissance économique.....	5
3.1 La mesure de la croissance.....	5
3.1.1 Le produit intérieur brut PIB	5
3.1.2 Le produit national brut (PNB)	8
3.1.3 Parité de pouvoir d'achat (PPA)	8
3.2 Les facteurs de la croissance économique	8
3.2.1 Le facteur travail.....	8
3.2.2 Le facteur capital	9
3.2.3 Le progrès technique :	9
4 Les théories de la croissance	9
4.1 Les prémisses d'une théorie de la croissance : la dynamique classique	9
4.2 L'analyse keynésienne de la croissance : le modèle Harrod-Domar :	9
4.2.1 Le modèle Harrod-Domar.....	9
4.2.2 Les adaptations du modèle Harrod-Domar : les contributions de N.Kaldor et J.Robinson.....	10
4.3 Le modèle de croissance néoclassique.....	10
4.4 La nouvelle théorie de la croissance	11
Conclusion	13
Chapitre 02 : La politique budgétaire et la dette publique	15
Section 01 : Notions de base sur la politique budgétaire	15
1 Définition de la politique budgétaire	16
2 Les objectifs de la politique budgétaire	16
2.1 Les objectifs conjoncturels	17
2.2 Les objectifs structurels.....	17
3 Les instruments de la politique budgétaire.....	17

3.1	Les instruments des dépenses publiques.....	18
3.1.1	La politique de l'emploi	18
3.1.2	La politique du revenu.....	18
3.1.3	La politique industrielle	18
3.2	Les instruments des recettes fiscales	19
3.2.1	La politique fiscale	19
3.2.2	La politique commerciale	19
3.2.3	Le solde budgétaire	19
4	Les typologies de la politique budgétaire	20
4.1	La politique budgétaire expansionniste	20
4.2	La politique budgétaire restrictive	20
4.3	La politique budgétaire volontariste	20
4.4	La politique budgétaire de demande	20
4.5	La politique budgétaire de l'offre.....	21
	Section 02 : Généralités sur la dette publique	21
1	Définition de la dette publique	21
2	Les raisons de l'endettement public	22
2.1	Equilibrer le budget de l'Etat.....	22
2.2	Rembourser les dettes précédentes	22
3	Les indicateurs de l'endettement.....	23
3.1	La dette publique brute.....	23
3.2	La dette publique nette.....	23
3.3	Le patrimoine des administrations publiques	23
3.4	Les engagements implicites.....	24
4	Gestion de la dette publique et ses fonctions.....	24
4.1	Définition de la gestion de la dette publique	24
4.2	Objectifs de la gestion de la dette publique.....	24
4.3	Fonctions de la gestion de la dette	25
4.3.1	Gestion exécutive	25
4.3.2	Gestion opérationnelle.....	26
5	Risques encourus dans la gestion de la dette publique	27
5.1	Risque de marché	27
5.2	Risque de refinancement	27
5.3	Risque de liquidité	27
5.4	Risque de crédit.....	28
5.5	Risque de règlement	28

5.6	Risque opérationnel	28
6	Les modalités de financement des déficits publics	28
6.1	Le financement monétaire	28
6.2	L'emprunt	29
	Conclusion	30
	Chapitre 03 : Aperçu sur l'économie algérienne	32
	Section 01 : l'évolution de l'économie algérienne	32
1	Période 1981-1991	32
2	Période 1991-2007	33
3	Période 2008-2014	34
4	Période 2014-2020	35
	Section 02 : Le rôle du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne.....	36
1	Les revenus du pétrole de l'Algérie quand le prix du pétrole augmente.....	37
2	Les revenus du pétrole algérien quand les prix du pétrole baissent	37
3	Les revenus du pétrole algérien à partir de 2000	38
	Conclusion	40
	Chapitre 4: L'analyse macroéconomique sur l'impact de la croissance économique sur la dette publique en Algérie.	42
	Section 01 : Evolution de l'encours de la dette Algérienne	42
1	Evolution de la dette durant la décennie 70	42
2	Evolution de la dette durant la décennie 80	44
3	Evolution de la dette durant la décennie 90	47
4	Les recettes budgétaires en Algérie	48
5	Les dépenses budgétaires en Algérie (2018).....	49
	Section 02 : L'évolution de la dette publique et son impact sur les principaux indicateurs économiques	50
1	Produit intérieur brut (PIB).....	50
2	Le taux du chômage	50
3	Taux de change.....	51
4	La dette extérieure	51
5	Les importations et Exportations	51
6	Taux d'inflation.....	52
	Conclusion	53
	Conclusion générale	54
	Bibliographie.....	56

Résumé

La croissance économique est un indicateur central pour évaluer la capacité d'un pays à améliorer le niveau de bien-être de sa population. La littérature économique associe la croissance économique à une augmentation soutenue durant une période longue de la production totale ou par tête. On retient comme indicateur, le produit intérieur brut. Mais il est aussi une variable qui affecte toutes les autres grandeurs macroéconomiques. L'une d'elle est l'endettement. En période de baisse de la croissance, synonyme de baisse des impôts, l'Etat est tenu de trouver des solutions afin d'équilibrer son budget, ou bien creuser les déficits publics, donc l'endettement, à mesure que la récession économique perdure.

Summary

Economic growth is an interesting indicator to assess the capacity of a country to improve the level of well-being of its population. The economic literature associates economic growth with a sustained increase over a long period of total or per capita production. The Gross Domestic Product is used as an indicator. The rate of growth is the rate of growth of output and income over the long term. The economists of the industrial revolution identified in the accumulation of capital, the engine of this movement. Investment is a particular element of demand since it increases the stock of capital and is therefore likely to increase production capacities. The introduction of innovations acts on growth and the efficiency of factors of production.